Courrier des lecteurs page 2
Lettre ouverte à Louise Cousineau, chroniqueuse à *La Presse*

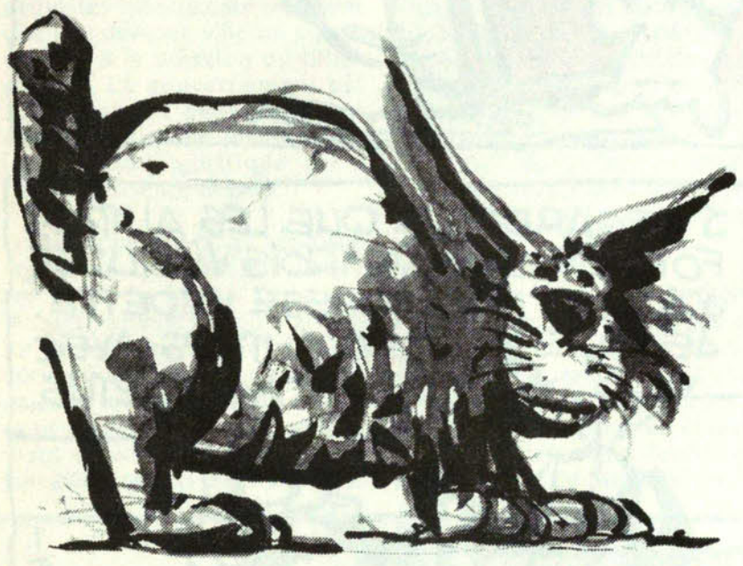
Confit d'intérêts page 5
Découvrez le merveilleux monde de Brian Mulroney...

Livres page 8
Pierre Vadeboncœur se penche sur la nouvelle barbarie décrite par Paul Chamberland

MENSUEL MALGRÉ LA BÊTISE ET LE MENSONGE
Novembre

Un drôle d'oiseau
Le Couac

Vol. 3 • nº 2
Novembre 1999
2,25 $



L'affaire Rabinovitch
Grossier et vulgaire

À l'émission «Machin-Culture» ou un truc du genre à Radio-Cadenas, on annonçait, l'autre jour, la nomination de Robert Rabinovitch au poste de président de la SRC. On précisait, tout en ne précisant rien du tout, suivant les bonnes habitudes de la maison, que le nouveau patron avait fait carrière dans la fonction publique. Point.

Mais quelle fonction publique? Où? Quand? Comment? Avec qui? Aux ordres de qui? Pourquoi? Bref, le genre de questions à ne surtout pas demander à des journalistes de la presse québécoise écrite, parlée ou télévisuelle. C'est vrai qu'en ces temps de débandade et de débâcle générale vaudrait mieux oublier le terme de «presse québécoise» et revenir à celui beaucoup plus juste de «presse canadienne d'expression-francophone-d'un-océan-à-l'autre».

Soyons clair. Ces journalistes canadiens d'expression-francophone etc.. ne sont pas du genre à questionner trop, trop, le boss. D'abord, c'est fatigant. Ensuite, quand on chie dans ses culottes, vaut mieux rester assis sur son cul médiocre; c'est moins compromettant. En ce qui concerne la télévision et le cinéma, vaut mieux se cantonner dans la critique de téléromans de mémés ou, pour les films, dans le collage de petites étoiles dans la marge, comme des maîtresses d'écoles bien dressées. Aux petites étoiles certaines préfèrent les petits cassots de pop-corn. Ça fait plus «entertainment business».

Mais pour comprendre minimalement les enjeux politiques de cette Opération «Conquête des cœurs et des esprits» de la SRC, vaut mieux se tourner vers Toronto. Les journalistes y sont moins nuls. Même ceux de Conrad Black, les plus à droite. Eux au moins ne pensent pas en colonisés de service. C'est en lisant le Globe and Mail qu'on apprend quel genre de fonctionnaire est Rabinovitch: un homme de main de Jean Chrétien. Un homme sûr.

Triste quand même et en même temps révélateur, que l'information nous vienne de Toronto, parce que ce Rabinovitch, il travaille à deux pas, sur la rue Peel, dans l'ancien édifice de l'Hôtel Windsor. Je le sais parce que j'y suis allé. Comme un innocent. Un amateur. Il y a une jolie plaque de métal à la porte. Ça dit «Claridge» tout simplement. Pour «Claridge Inc», une petite business des Bronfman. Contrôlées par quelle branche de la famille? Je l'ignore. Et ce conglomérat, à quoi ça sert? Un amateur, je vous dis...

Tout ce que je sais, c'est que Rabinovitch y travaille comme «Executive vice-president», tout en s'occupant de quelques «bineries» genre Cineplex Odeon, Netstar Communication et Home Satellite Broadcasting. Il s'occupe aussi d'autres petites affaires comme Mexlink Communications, Nunavut Trust, Policy Review Panel et Prime Restaurants Group. C'est tout? Oui. À peu près. J'oubliais, il siège aussi au Board of Governors de McGill avec Gretta. Vous savez Gretta, la sœur de Charles Taylor, le grand philosophe de la question nationale, très à la mode ce temps-ci à *Voir*, au *Devoir* et au pouvoir.

En plus, il a travaillé comme conseiller au Order of Canada Comittee en 1985-1986. J'arrête là avant de me faire accuser encore une fois par Odile Tremblay de m'intéresser à l'origine ethnique des gens ou à leur origine de classe. C'est paraît-il très grossier et très vulgaire. Je laisse donc la parole aux journalistes du Globe and Mail qui sont moins grossiers et moins vulgaires. Ils sont aussi plus professionnels, moins naïfs et mieux payés qu'un amateur dans mon genre. Lisez: «Les liens de M. Rabinovitch avec le Parti libéral fédéral remontent à 1968, alors qu'il était haut fonctionnaire sous plusieurs gouvernements successifs de Pierre Elliott Trudeau. Il a fait partie d'un comité sur l'unité nationale, au bureau du Conseil privé, qui était mandaté pour prévenir une victoire du OUI au référendum [...] en 1980.»

Et plus loin, on apprend que Rabinovitch «a été sous-ministre aux communications» puis qu'il «a occupé une haute fonction au sein du Secrétariat d'État jusqu'à son congédiement en 1986 alors que le premier ministre [...], le conservateur Brian Mulroney, avait limogé plusieurs hauts fonctionnaires qui avaient des liens avec le Parti libéral.»

Enfin, on apprend que cette nomination met fin «à plusieurs semaines de lutte entre les partisans de Rabinovitch et ceux de James McCoubrey, l'actuel président intérimaire de la SRC et le candidat préféré de Guylaine Saucier, la présidente du conseil d'administration [...]. Cette dernière serait une proche du premier ministre Jean Chrétien. Toutefois, M. Rabinovitch serait un ami du principal conseiller du premier ministre, Eddie Goldenberg. Enfin, Rabinovitch aurait reçu l'appui de la ministre du Patrimoine Sheila Copps.»

Comme on peut le voir, les intérêts du peuple sont entre bonnes mains. Ces gens-là veulent notre bien... et ils vont l'avoir.

Moi, je trouve tout cela plutôt «shocking» et même plutôt grossier. Même très vulgaire. Pas vous messieurs les journalistes canadiens d'expression francophone-d'un-océan-à-l'autre? Ah! oui, j'oubliais. C'est moi le grossier, le vulgaire, le malpropre...

Ça ne vous dérange pas cette intégration verticale totale de la SRC et du gouvernement canadien, bordel de criss? Ce contrôle sans faille du sommet de la pyramide jusqu'à sa base? Du Conseil d'administration jusqu'à la salle des nouvelles?

PIERRE FALARDEAU

Les estropieurs

Géographe, Bill Clinton confond sans hésiter le Québec avec la France. Quand on représente un Empire, la confusion s'explique puisque, après tout, on possède le tout.

De passage au Québec donc, Bill Clinton affirme que le fédéralisme est un système merveilleux. Un système plein de grâces. Un système qui permet de parfaites nuances.

Il s'en est suivi une réaction en chaîne parfaitement prévisible: suffocation de colère chez la plupart des provinciaux à la petite semaine qui siègent à Québec sur leur belle insignifiance; bonheur et contentement quasi indicible chez les nationalistes canadiens qui siègent en compagnie de leur arrogance à Ottawa.

Bill Clinton voit pour ainsi dire une menace dans toute remise en question d'un système qu'il juge, lui, formidable. Mais quelqu'un s'est-il seulement demandé qui parle? Et de quel droit? Et au nom de quoi? Le président de la première puissance du monde, consacré par les intérêts des capitaux et du pouvoir qui en découle, et des circuits de ce pouvoir. Va-t-on me dire que je suis anti-américain pour signaler une évidence dont le poids compte tant?

Ainsi donc, le premier homme des États-Unis perçoit une menace... Tiens donc! Comme si ce n'était pas lui le danger qui guette, qui voit et qui frappe pour son profit. Depuis un siècle.

Jean Chrétien, en modèle de dignité pensive, a approuvé les sages paroles de Bill avant d'aller jouer avec lui une petite partie de golf. Connaissez-vous quelqu'un qui a déjà vu se manifester la déconfiture de notre système sur un terrain de golf? Non, bien sûr. Et on vous a déjà dit, évidemment, que quand le golf va, tout va.

Les Canadiens sont de plus en plus mécanisés, à l'image des Américains. Ils n'ont donc plus à s'inquiéter des ratés continuels du système dans lequel ils vivent. Les structures sociales, politiques, économiques sont parfaites, puisque le président américain les approuve. Surtout, il faut combattre l'émergence de toute réalité nouvelle. Il faut s'empêcher de tout repenser à neuf. En un mot, il faut applaudir tous les estropieurs d'indépendance.

En 1993, Jean Chrétien s'est fait élire en promettant de rétablir certaines distances avec les États-Uniens. Il s'opposait alors avec vigueur au principe même de ce qu'on nomme pudiquement le «libre-échange». Son prédécesseur, Brian Mulroney, avait chanté à Québec avec Ronald Reagan et sa femme. Puisqu'il fallait bien s'en distinguer, le Parti libéral dénonçait ces élans pro-américains.

Chrétien était contre un rapprochement avec les États-Unis. Ses lieutenants étaient contre. Mais arrivés au pouvoir, pour ne pas risquer un affrontement, les lieutenants et le chef agissent comme s'ils étaient pour. D'une chose à l'autre, tout change sauf ceci: on prend toujours le peuple pour un gamin imbécile.

En dix ans, l'intégration économique avec les États-Unis a doublé. Une intégration socio-culturelle de plus en plus poussée s'en est suivie. Raymond Chrétien, proche parent de Jean et ambassadeur du Canada chez nos voisins du Sud, souligne avec fierté au *New York Times* que «moins de 1% de nos échanges sont sujets à des questions juridiques». Les États-Unis exportent désormais au Canada plus que toute l'Europe de l'Ouest. Et savez-vous que les terrains de golf n'ont jamais été aussi fréquentés de part et d'autre de la frontière?

Ce qui importe à tous nos estropieurs, c'est le maintien, dans un ordre végétatif, d'un régime de puissants que l'on engraisse de nos vies.

Surtout, que les esprits ne tempêtent pas pour que les tirelires continuent de se vider au profit de qui vous savez.

Bill Clinton est venu consacrer un peu de son temps personnel au Canada pour le remercier de ses beaux efforts en ce sens. C'est la politesse du grand au petit.

Le lendemain de son grand battage en faveur du fédéralisme canadien, Bill est revenu aux choses sérieuses. Il a conclu une entente avec Jean Chrétien au sujet de la technologie militaire des deux pays. Il y aura désormais plus d'échanges. Bravo.

Aurons-nous enfin la chance de connaître le bonheur d'accueillir de nouveaux essais de missiles en territoire canadien?

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Réduire les impôts? Non merci!

Réduire les impôts. La promesse avait été lancée par le Parti libéral lors des dernières élections provinciales. Pris de court, le Parti québécois avait rapidement copié son adversaire. Cette politique semble d'ailleurs très populaire. **Pierre-Yves Serinet**, coordonnateur et porte-parole de Solidarité populaire Québec, une coalition nationale regroupant des groupes populaires divers (étudiants, jeunes, syndicats, femmes, etc.), ne voit pas d'un bon œil la réduction des impôts. Son message est clair: «Non à la baisse des impôts!». En échange, il propose une véritable réflexion sociale.

N'avez-vous pas le sentiment de ramer à contre-courant?

Lorsqu'on demande aux gens s'ils souhaitent une baisse d'impôts, ils sont généralement d'accord. Mais si on demande aux gens de choisir entre une baisse d'impôts et une amélioration des services publics et des programmes sociaux, environ 75% des répondants privilégient une amélioration des services sociaux en éducation, en santé, etc.

On nous explique pourtant qu'une gestion privée de la santé, par exemple, coûterait beaucoup moins cher et serait plus efficace.

Des études au sujet de l'assurance médicament ont démontré qu'une gestion publique était plus efficace et moins coûteuse qu'une gestion privée, pour la simple et bonne raison que l'État dispose d'une infrastructure déjà existante, d'un vaste réseau informatique et de l'information pertinente. D'ailleurs, l'objectif du secteur privé est de faire des profits et non de s'occuper des besoins des gens.

Ceux qui prônent une réduction d'impôts n'ont-ils pas un bon argument lorsqu'ils soulignent que les Québécois sont les plus imposés d'Amérique du Nord?

Il est malhonnête d'uniquement comparer les taux d'imposition sans tenir compte des services publics offerts. Une étude du gouvernement lui-même démontre que le coût de la vie est moins élevé à Montréal qu'à Toronto et que dans la majorité des villes d'Amérique du Nord, précisément grâce aux programmes sociaux offerts par l'État. Bien sûr, on parle beaucoup des médecins, des infirmières ou des universitaires québécois qui s'exilent aux États-Unis. Mais la santé et l'éducation sont justement deux secteurs où les coupures ont été drastiques ces dernières années. Un Québécois va travailler aux États-Unis parce qu'il sait que ses conditions de travail seront meilleures : moins d'heures de travail, de meilleurs équipements, etc. Il n'est par contre pas nécessairement plus riche aux États-Unis car il doit payer pour des services qui sont ici publics.

Nous voulons donc que les gens réfléchissent aux conséquences d'une réduction d'impôts ainsi qu'au rôle qu'ils veulent donner à l'État. Les citoyens doivent se demander s'ils sont prêts à sacrifier les CLSC, à voir les frais de scolarité encore augmenter, à payer plus de taxes municipales — tout cela pour une réduction d'impôts au provincial

Les associations patronales affirment tout de même qu'une réduction d'impôts stimulerait l'économie et créerait des emplois.

La firme Informetrica a effectué une simulation économique pour le Canada révélant que si le gouvernement investissait un milliard de dollars — le montant qu'il promet de réduire en impôts — de plus dans la santé et dans l'éducation, cela produirait 25 000 nouveaux emplois dès la première année. Comparativement, une baisse d'impôts d'un même montant ne générerait que 9 000 nouveaux emplois.

Mais le poids des impôts entraîne des tensions entre les citoyens eux-mêmes...

En effet, toute la frange inférieure de classe moyenne, très proche du seuil de la pauvreté, commence à développer un sentiment de ressentiment envers les plus pauvres. Il y a rupture de solidarité mais on se trompe de bouc émissaire. Il faudrait débattre de la contribution des entreprises qui elles aussi bénéficient des services publics et des infrastructures telles que les routes par exemple. Ces entreprises reçoivent des subventions, des crédits d'impôts en recherche et développement, etc. Mais elles ne participent pas suffisamment au au financement de l'État — elles ne contribuent qu'à 20% aux fonds publics — et ce sans rendre réellement de comptes sur l'usage quelles font des deniers publics. Les cas d'entreprises subventionnées pour se réorganiser et qui finalement mettent à pied des centaines d'employés sont aussi courants que bien connus.

Pourquoi d'ailleurs les médias accordent-ils tant d'importance aux porte-parole de la Chambre de commerce et aux associations patronales dans ce débat sur la réduction des impôts? Ne parle-t-on pas d'une baisse d'impôts des individus et non de la fiscalité des entreprises? En principe, les impôts des particuliers ne devraient pas concerner les entreprises. Mais les associations patronales désirent évidemment que l'État se retire de plus en plus pour que l'entreprise privée puisse prendre la relève et faire des profits. Leur avis sur la question est donc très intéressé.

Propos recueillis par
FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Pour communiquer avec Solidarité populaire Québec: téléphone: (514) 598-2000; télécopieur (514) 598-2083; courriel: spq@cam.org; site internet: www.cam.org/~spq.

Le Couac organise une discussion publique sur la réduction des impôts. Participeront entre autres Pierre-Yves Serinet, de Solidarité populaire Québec (voir entrevue ci-contre), et François Patenaude, collaborateur au *Couac* et membre de la chaire socio-économique de l'UQAM. Modérateur: Francis Dupuis-Déri.

Quand?
Lundi 8 novembre, 19h30

Où?
Au resto bistro Le Pictavien, 300 Duluth Est, Montréal

Info: (514) 279-0247

MACADAM TRIBUS

Un reportage presque imaginaire

D'une île à l'autre: Jersey

Jersey est la plus grande et la plus méridionale des îles anglo-normandes. Quoique loyale à la Grande-Bretagne et reconnaissant la souveraineté de sa majestueuse Elizabeth II d'Angleterre, l'île ne fait pas partie du Royaume-Uni, pas plus qu'elle ne fait partie de la France, même si son histoire s'y rattache et qu'elle est peuplé de descendants français et anglais, qui vivent en harmonie parfaite... À preuve, il semblerait que la force policière bilingue des îles Jersey ait éprouvé certains problèmes de communications lors d'une récente intervention visant à ramener le calme dans une discothèque de St-Hélier, le chef-lieu de Jersey.

Selon Mike Wavell, secrétaire du commissariat central de l'île, cet incident illustre éloquemment les difficultés qu'éprouvent les forces de l'ordre, l'une anglaise, l'autre française, à exercer leur métier côte à côte.

Plus de 45 adolescents autrichiens, en visite sur l'île, auraient été victimes de harcèlement à la sortie de la discothèque Venue, un club réservé au moins de 18 ans situé sur la rue Beresford.

Le constable français Bob Duc le Breton serait arrivé le premier sur les lieux, suivi quelques minutes plus tard du sergent John Rothwell. Ce dernier se serait enquéri auprès de son homologue français des causes du grabuge. Le Breton lui aurait répondu: «Il y a eu assaut». Ce que Rothwell a interprété comme un mot anglais qui ressemble à assaut, mais qui peut être perçu comme une insulte visant une région bien précise du corps humain.

Rothwell a rétorqué par un «Is that true duke», ce que le constable Le Breton a interprété comme une insulte visant la même région corporelle. Les deux constables en sont venus aux coups et ont dû être séparés par les étudiants autrichiens, eux-mêmes séparés par de jeunes jersiais, les insultant tout en les aspergeant de ketchup et de moutarde de Dijon, selon leurs origines ethniques. Le secrétaire du commissariat déplore ces événements disgracieux et recommande fortement la distribution d'un glossaire pour aider les deux corps policiers à mieux se comprendre.

Les deux constables impliqués dans ce triste événement ont été réunis pour qu'ils puissent s'expliquer. Rothwell, le premier à prendre la parole, a déclaré à Le Breton: «Je te pardonne». Le Breton a répondu «Pars donc toi-même, pauvre rosbif demeuré». Les deux policiers en sont à nouveau venus aux coups.

Leurs supérieurs ont tenté de les séparer à plusieurs reprises mais n'arrivent pas à réunir les conditions gagnantes.

JACQUES BERTRAND
http://radio-canada.ca/refuge/macadamtribus/index.html

LE DICTIONNAIRE

par Philippe Gauthier & Francis Dupuis-Déri

Petit lexique du Québec contemporain

Rigueur n.f. Politique que proposent les politiciens quand ils n'ont plus les moyens d'être laxistes.

Route n.f. Bitume embouteillé au Québec, prescrit par le médecin et héros canadien Norman Bitume (cette définition est une comandite de Patrimoine Canada).

Rural adj. Se dit des endroits où l'on vit en rang. Dicton rural : *La bouse ou la vie.*

Saint n.m. Patron des villages.

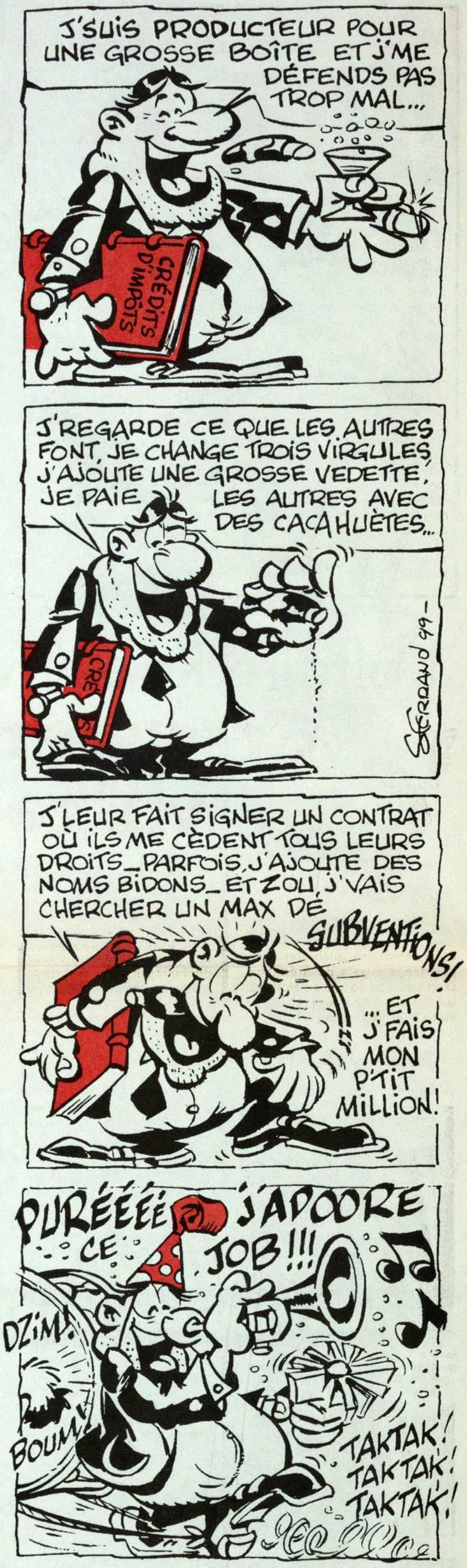
Salaire n.m. **1.** Mauvais traitement : *selon les employeurs, le salaire est un fardeau qui freine la prospérité du Québec.* **2.** *Salaire minimum*, ça a l'air minimum. **3.** *Salaire maximum*, selon votre patron, celui que vous recevez en ce moment.

Science n.f. **1.** Processus syncrétique de construction épistémologique dont l'approche méthodologique repousse la tentation téléologique et propose de systématiser et de théoriser l'organisation du chaos selon des paradigmes à caractère ontologique et phénoménologique et de la décrire en suivant une sémiotique positiviste quantitative niant l'indétermination qualitativiste, nous permettant ainsi de beaucoup mieux comprendre l'univers. **2.** *Science politique*, discipline qui tente de déterminer si des politiciens laissés en liberté dans une salle de grande dimension peuvent retrouver seuls leur siège à la sonnerie d'une cloche. **3.** *Sciences pures*, étude de l'infiniment grand et de l'infiniment petit effectuée par des méthodes infiniment coûteuses par des gens infiniment prétentieux : *Tout corps plongé dans l'eau déplace un volume égal à son égo* (*Psaume des sciences pures, verset* 3,1416 *du* Quantique des Quantiques).

Scrutin n.m. (*étym.* du latin *scrotum*) **1.** La veille de la journée où les politiciens commencent à regretter leurs promesses. **2.** *Scrutin à main levée*, hold up. **3.** *Scrutin proportionnel*, mode de scrutin dont l'attrait pour un parti est inversement proportionnel à la proportion de sièges qu'il détient au parlement : *le principe du scrutin proportionnel est «une personne , un vote; deux personnes, deux votes».*

Sénat n.m. Musée de sir.

Sexisme n.m. Le plus fidèle ami de l'homme.



COURRIER DES LECTEURS

Lettre ouverte à Louise Cousineau

Chroniqueuse télé au journal *La Presse*

Madame,

Je ne vous écris pas en réponse à l'une de vos chroniques mais en réaction à la grossièreté de votre comportement lors d'un visionnement de presse. Permettez-moi de rappeler les faits.

Le mardi 5 octobre, la société Radio-Canada vous avait invitée avec quelques-uns de vos collègues de la presse écrite et électronique à un visionnement du document *Le territoire du comédien*, un film que j'ai réalisé sur l'homme et le comédien Jean-Louis Millette. [...] Après une collation offerte par Radio-Canada, la projection commence. Dès les premières minutes du film, sans aucun respect pour les autres spectateurs présents, vous exprimez bruyamment votre incompréhension des images par des questions lancées à haute voix : «c'est qui?», «où est-ce qu'on est?», «c'est quoi la pièce?», suivies de grognements et autres borborygmes inintelligibles.

Après dix minutes de projection, toujours ponctuées de vos dérangeantes interventions, vous vous levez pour sortir de la salle. À ce moment, Mme Évelyne Dubois, responsable des communications de Radio-Canada, se précipite à vos trousses et vous fait regagner votre place. Par la suite, cette employée de la SRC, en état de panique avancée, me saisit par l'épaule avec la violence d'un flic s'emparant d'un manifestant et elle m'ordonne d'aller m'asseoir à vos côtés pour, me dit-elle, «tout vous expliquer.» Assis près de vous, je commence:

—C'est la pièce *L'Oiseau vert* de Gozzi, en répétition au Théâtre du Nouveau Monde.
—Grrrrrhhh... Je le vois bien que c'est en répétition!
—En voulez-vous ou pas des explications, Madame?

Pas de réponse autre que des soupirs d'exaspération et des bruits d'estomac suspects trahissant votre digestion difficile. Quelques instants plus tard, suite à ce dialogue de sourds, quand sur l'écran défilent des images de la mer, vous émettez un nouveau grognement peu invitant, suivi d'une question sur un ton d'accusation:

— C'est où?
— En Italie, Madame... la Méditerranée.
— C'est où en Italie?
— Positano.
— C'est où Positano?
— Au sud de Naples, Madame, vous savez où est Naples, Madame?

Pas de réponse.

En vous écoutant pendant une heure roter à mes côtés, sans un mot d'excuse, je me suis fait la réflexion que si peut-être vous aimiez le comédien Jean-Louis Millette, vous ignoriez en revanche totalement les valeurs humaines que cet homme a toujours pratiquées avec une certaine noblesse dans la vie de tous les jours. Je pense particulièrement à l'humilité, la curiosité et le respect [...].

Ce matin-là, en dérangeant délibérément le visionnement des autres invités, vous m'avez fait réaliser qu'avec la disparition de cet immense acteur c'est aussi une partie des valeurs humaines qu'il incarnait qui s'en vont.

***

Dans la période de questions qui a suivie le visonnement, vous m'avez demandé si le film allait avoir des sous-titres. Je vous ai répondu que non, en vous expliquant que si cela avait été nécessaire ou pertinent pour comprendre les images, ceux-ci aurait déjà été inscrit dans la copie de travail visionnée de matin-là. Par votre question, j'ai réalisé une fois de plus le fossé [entre] l'écriture télévisuelle et le traitement cinématographique. Dans mon esprit il a toujours été clair que ce projet serait un jour un film et non un simple reportage pour un magazine télé. [...]

***

Par ailleurs, le silence complice d'une télévision d'État devant les extravagances de votre comportement m'amène à me poser des questions sur l'extrême tolérance dont vous sembler bénéficier [...]. Ce matin-là, en vous regardant agir à votre guise, avec une totale indifférence aux autres, je me suis demandé ce qui pouvait être à l'origine des relations troubles que vous semblez cultiver avec plaisir envers les employés de cette station. Que vous décidiez de partir durant une projection est un droit valable pour tous. Comment la personne en charge des communications a pu penser que son travail, à cet instant, consistait à courir après vous? Pourquoi supporter avec docilité et résignation un comportement aussi outrancier que le vôtre? Est-ce que la SRC a tant besoin de votre présence, au point d'accepter tous vos caprices et autres manifestations d'arrogance? Comme, par exemple, cette autre crise que vous avez faite, lors d'un deuxième lunch qui vous était servi après la projection, sous prétexte qu'il n'y avait pas de poivre sur les tables! Pourquoi le délit de grossière indécence ne s'applique-t-il pas à ce genre de comportement? Que penser du silence de vos collègues, qui ont été comme moi, témoins de votre prestation ce jour-là?

Je ne vous remercie pas de m'avoir confirmé, par votre présence, qu'ici comme ailleurs, l'expression de l'ignorance est toujours violente. Félix Leclerc pensait peut-être à des gens comme vous, lorsqu'il écrivait: «l'ignorance a le mépris facile.» Chez vous, cela se conjugue avec une arrogance que vous pensez, à tort ou à raison, justifiée par votre statut de chroniqueuse télé dans un quotidien. Je crois qu'en fait, vous profitez de cette tribune comme d'une situation de pouvoir pour pratiquer une sorte de terrorisme, le plus détestable de tous, celui de l'ignorance et du nivellement par le bas. Je crois, pour ma part, les téléspectateurs beaucoup plus informés, attentifs et cultivés que vous. Je m'interroge enfin sur les origines de votre supposée représentativité [...]. La détresse humaine qu'exprime votre attitude agressive envers les autres me fait penser à un comportement d'autodestruction que l'on remarque chez certains dépressifs, qui pour fuir un triste tête à tête solitaire, se mettent furieusement à la recherche intensive de leur assassin, oubliant du même coup que c'est plutôt à l'intérieur d'eux-mêmes qu'il faudrait le chercher.

Jean-Claude Coulbois
Montréal, 12 octobre 1999

Écrivez-nous!
Le Couac publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Nous apprécions les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon: *Le Couac*, 2124 rue Laurier Est, Montréal, H2H 1B9. Télécopieur: (514) 521-5599. Vous pouvez aussi utiliser notre site: www.lecouac.net

Le Couac
2124, av. Laurier Est,
Montréal, Québec, H2H 1B9
Téléphone : (514) 521-5499
Télécopieur : (514) 521-5599

Fondateurs: Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
Éditeur et rédacteur en chef: Jean-François Nadeau
Collaborateurs: Normand Baillargeon, Stéphane Batigne, Victor-Lévy Beaulieu, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bertrand, Marco de Blois, Francis Dupuis-Déri, France Émond, Pierre Falardeau, Philippe Gauthier, David Ledoyen, Jean Morisset, François Patenaute, Benoît Perron, Michel Rioux, Suzie Suriam, Pierre Vadeboncœur, Nadine Vincent.
Illustration: Boris, Serge Ferrand, Filio, Luc Giard, Bruno Laporte, Gilles Laporte, Charb (avec l'aimable autorisation de *Charlie Hebdo*).
Graphisme: France Mercier

Visitez notre site Web: **www.lecouac.net**

Abonnement: Périodica (514) 274-5468 1(800) 361-1431
Publicité: Jean-François Nadeau au (514) 521-5499

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

Abonnement

Pour chaque abonnement régulier d'un an au *Couac*, vous pouvez abonner quelqu'un d'autre **à moitié prix**! Donc 28,76 $ pour le premier abonnement et 14,38 $ pour le second (taxes incluses)!

Offre valable pendant tout le mois d'novembre.

Téléphone: (514) 274-5468
1(800) 361-1431

PLOGUES

La parole

Un nouveau numéro d'*Espaces de la parole* vient de paraître. À lire, entre autres, un texte de Noam Chomsky consacré au Timor, une analyse d'Elvis Gratton II signée Yvon Laplante et une proposition d'économie participative développée par Normand Baillargeon. Espaces de la parole est en vente dans les kiosques à journaux. On peut aussi le trouver sur Internet à: http://cafe.rapidus.net/espaces/

La Bicicleta remet ça

Cine Bicicleta, c'est l'aventure un peu folle de Patrick Carde qui parcourts l'Amérique du Sud à vélo afin de proposer des ateliers d'expressions avec les jeunes et de favoriser les échanges culturels entre eux. Son nouveau projet: présenter des films d'animation et des documentaires à travers le Chili et l'Argentine. Remarquez que ça aurait eu du sens de le faire aussi au Québec, mais comme Carde veut pédaler pendant l'hiver... Enfin, il lui manque des sous, comme toujours, et un projecteur VHS. On donne un coup de main et on s'informe au (514) 526-9078 ou via kiox@sympatico.ca

La deuxième ville française

Le maire Bourque gagne du terrain dans la campagne qu'il mène sur le thème «une île, une ville». Il a reçu l'appui – mitigé, il est vrai – de Claude Ryan dont l'opinion en la matière a un certain poids, vu qu'il a été naguère ministre des Affaires municipales.

Mais le gouvernement dit toujours non. Les fonctionnaires sont empêtrés dans des plans nébuleux de vaste région métropolitaine. Dans l'entourage ministériel, on évoque une objection d'un autre ordre. Certains péquistes montréalais craignent que l'île devenue ville ne puisse résister à la pression du bilinguisme. Le gouvernement est apparemment sensible à cet argument, d'autant plus que sur la question linguistique, il n'a pas la conscience en paix.

On se rappellera qu'à l'approche des élections de 1994 qui allaient remettre le PQ au pouvoir, Jacques Parizeau et son état-major se sont engagés, avec force déclarations tonitruantes, à rappeler la loi 86 des libéraux qui avait adouci la loi 101, notamment en autorisant l'affichage bilingue. Une fois élu, Parizeau a aussitôt lancé la campagne référendaire qui a mené à sa démission. Son successeur Lucien Bouchard a fait savoir que la loi 86 resterait intacte. Faisant fi de l'engagement pris, il se drapa dans un manteau de démocratie pour dire aux péquistes que si la loi 86 était rappelée, il ne pourrait se regarder dans le miroir. Depuis ce coup de guignol que les ministres et les militants ont toléré, la question de la langue sème la gêne.

Elle sème aussi la confusion. Les Richler, Galganov et autres amis du Québec font des gorges chaudes au sujet des inspecteurs qui mesurent le lettrage dans l'affichage, et blâment les séparatistes. Cela ne rehausse pas la réputation du Québec à l'étranger. Or ces inspections sont le résultat de la loi 86 des fédéralistes.

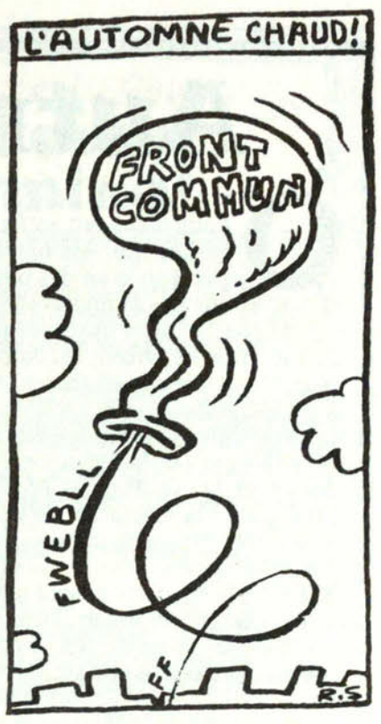
Le lien que certains établissent entre la protection du français et l'éventuel regroupement métropolitain est-il valide? Il est vrai que la proportion de parlant français est nettement plus élevée dans la couronne des banlieues que dans l'île de Montréal. Mais est-ce là une raison de maintenir un morcellement injuste envers la majorité des contribuables et qui nuit, presque tous le reconnaissent, au développement de notre métropole?

N'y a-t-il pas d'autres moyens de soutenir le français, langue nationale et, selon Bouchard lui-même, langue commune?

Le gouvernement pourrait par exemple cesser de pratiquer lui-même un bilinguisme insidieux dans les communications des ministères et agences. Il pourrait intensifier son action dans le domaine vital de la langue du travail. Il pourrait, bien sûr, rappeler la loi 86 qui a nui plus qu'elle n'a aidé. La loi 101 avait le mérite lumineux de la clarté.

Et la ville de Montréal pourrait, dans sa publicité, se vanter à nouveau d'être la deuxième ville française du monde, plutôt que de mettre de l'avant son cosmopolitisme qui n'a rien de distinctif: à peu près toutes les villes moyennes et grandes sont plus ou moins cosmopolites.

PIERRE DE BELLEFEUILLE



Ordures à Montréal
La simplicité

En l'absence du maire Bourque, parti faire son cinéma à Hollywood, c'est Noushig Eloyan qui a dû lancer officiellement la campagne d'information relative au nouveau règlement municipal sur les ordures. Selon le communiqué émis pour l'occasion, ce règlement prévoit «des dispositions simples.» La preuve, tout se résume par le slogan de la campagne: «Au bon moment, à la bonne place et... dans un contenant autorisé!» Le maire Bourque se promène avec un sac de poubelle plutôt que des idées, ça le présente nature.

Le format

• Les sacs devront mesurer au minimum 56 cm par 61 cm, être épais de 0,04 mm et peser moins de 25 kilos. Les poubelles autorisées doivent, quant à elles, contenir au maximum 100 litres. (amende possible: 50$ la première fois, 100$ la deuxième et de 300$ à 500$ pour les récidivistes).

Le moment

• Les poubelles doivent être sorties au plus tôt une heure avant le ramassage. Une disposition, soit dit en passant, très pratique pour arriver en retard au travail. (amende possible: entre 50$ et 500$).

• Vous pouvez mettre votre bac de recyclage sur le trottoir dès 8 heures le matin, mais il faut l'avoir rentré au plus tard à 19 heures. (amende: de 50 à 500$).

À la bonne place

• En déposant son sac, il faut laisser un passage de 1,5m de largeur sur le trottoir tout en évitant que le sac ne tombe dans la rue. (amende: entre 100$ et 1000$).

• Si vous ne recyclez pas les cannettes, le verre, le papier... l'amende peut aller de 100$ à 1000$.

Mais attention! Il faut découper les endroits maculés de votre boîte de pizza avant de la mettre au recyclage.

Puisque Bourque règne, soyons complice des ordures.

Placotting présidentiel

Lors d'une tournée en Latino-Amérique de Ronald Reagan (pour ceux qui auraient oublié, il s'agit d'un vague figurant d'Hollywood recyclé en président), il y a quelques années, ce dernier, alors qu'il venait de mettre les pieds en Bolivie, avait manifesté son plaisir d'être là, au Brésil, parmi tous ces dignitaires clamant leur foi pour la liberté et la démocratie. Il ne faut pas lui tenir rigueur de n'avoir pas su exactement dans quel pays et dans quelle langue il se trouvait; peu importe les détails, Reagan sentait fort bien qu'il n'était pas au Texas ni au Massachusetts. Mais, qu'en est-il du Président actuel?

Dans ce que le *Globe & Mail* du 9 octobre dernier a appelé le «Presidential Small Talk» ou «léger placotting présidentiel», si la Maison Blanche autorise une telle traduction, je crois qu'il y a grave méprise. Bien au contraire, c'est un «Grand Parler», une harangue fort significative que William Clinton vient de prononcer lors de son passage à Mont-Tremblant.

En gros caractères à la une, *Le Devoir* des 9-10 octobre titre: «Clinton réfute la thèse souverainiste [et] offre le plus puissant appui au fédéralisme canadien jamais livré par un président américain.» Rien ne saurait être plus faux, à mon sens. De fait, c'est exactement le contraire qui se dégage du «small talk» en question. Relisons donc avec attention, pour tenter d'en saisir la portée subliminale, les paroles et les confidences émanant du cœur et du ventre de l'Instance suprême de la république étoilée. «Il y a un peu plus de dix ans, de raconter Clinton, je suis venu en France avec Hillary [sa femme et épouse, si on se fie au contexte], ma belle-mère ainsi qu'avec notre fille, encore jeune. Nous y avons célébré l'année nouvelle, avons vécu quelques jours merveilleux, à Montréal, pour faire ensuite route vers le Château Montebello...»

Devant de tels propos, il y a deux interprétations possibles. Ou bien Montréal est une ville bucolique et festive se situant quelque part dans une France mythique et partant, le Château Montebello se retrouve dans une vallée de la Loire enneigée, bordée de sapinages de Noël. Ou alors, ce qui me semble plus près de la pensée de Clinton, la France est une partie intégrale d'une république libre et souveraine, accueillante et invitante, appelée Montréal.

Bref, que ce pays s'appelle France ou Montréal, peu importe... *it is french and henceforth free*, enjoyable, celebrating and independant. Et, bien sûr, on y trouve des châteaux! Je suis de ceux qui croient que les présidents ne mentent pas: ils s'expriment. Dans le fond, ce que Clinton vient de reconnaître, au verso de telles paroles, c'est que la souveraineté même du Québec lui sautait en plein visage, durant ces jours de douce libation. Et tout ce qu'il dira pour s'en défendre ne fait que mettre plus fortement en exergue la vérité de son intuition.

Le discours officiel de Clinton est, en effet, truffé de propos moraux teintés de cet anachronisme puritain inhérent à sa fonction, et sur lesquels il importe néanmoins de se pencher. À l'inverse du Québec, suggère-t-il sans aucune pointe d'humour, certains peuples n'ayant rien à voir avec les irrédentismes religieux, ethniques ou tribaux particuliers auraient droit à leur souveraineté, faute d'avoir accès à cette fédéralité qui leur siérait mieux, de toute façon, s'ils avaient la possibilité à l'instar d'Hawaii, de l'Alaska ou de Puerto Rico d'être librement associés et assimilés aux USA!

Souveraineté légitime, faute de mieux, donc, mais pourvu cependant qu'elle procède d'un niveau de pauvreté acceptable et dans l'échelle de la souffrance internationale, et accréditée par les États-Unis des Nations-Unies! Assimilation dont le Canada constitue, aux yeux de Clinton, la pleine réalisation pouvant servir de modèle à l'univers entier. «Parce que nous, aux USA, ajoutera-t-il en substance, nous prenons exemple de vous [dans la même langue], apprenons de vous [dans la même langue] et favorisons notre relation avec un Canada fort et uni [toujours, dans la même langue].» Bel exemple de souveraineté partagée, *isn't il*? Car, «je souize chézè mouèh au Canada», conclue-t-il dans une langue autre révélant ipso facto l'extrême précarité de son «chez-moi».

JEAN MORISSET

Viva la tourista!

«Le nationalisme québécois n'est pas dangereux» a dit Stéphane Dion lors d'un voyage au Mexique (*La Presse*, 02-10). Avoir su on lui aurait payé un voyage plus tôt!

Au cabinet du P-Cul

Pauline Marois fait installer une toilette silencieuse dans ses bureaux. Pour évacuer discrètement le dossier des laissés-pour-compte d'Emploi-Québec?

Utile!

«Une toilette silencieuse!? Ça sert à quoi?» s'interroge un Jean Charest, mécaniquement indigné. Cher Jean-John, si toutes les cuvettes étaient muettes, on entendrait beaucoup moins les déclarations de certains politiciens ratés.

Clair obscurantisme

«Tout n'était pas noir sous Duplessis», nous rebat-on les oreilles depuis quelques mois. En effet, les cardinaux étaient en rouge et les évêques en pourpre.

Rupert K.

Barby & BARBU

Le Couac organise une discussion publique sur la réduction des impôts. Participeront entre autres Pierre-Yves Serinet, de Solidarité populaire Québec (voir entrevue en une), et François Patenaude, collaborateur au *Couac* et membre de la chaire socio-économique de l'UQAM. Modérateur: Francis Dupuis-Déri.

Quand?
Lundi 8 novembre, 19h30

Où?
Au resto bistro Le Pictavien, 300 Duluth Est, Montréal

Info: (514) 279-0247

Ces mots que l'on perd

La mode, un des plus puissants moteurs des sociétés humaines, a parfois des effets destructeurs. Ainsi, elle s'empare de mots et les rend populaires en modifiant leur sens. C'est par exemple le cas du verbe «réfuter» que, depuis peu, on entend souvent à la radio.

Les 9 et 10 octobre, *Le Devoir* titrait en manchette, à la une : «Clinton réfute la thèse souverainiste». On a le choix des verbes pour décrire la position énoncée par le président des USA au colloque de Mont-Tremblant. Il a contesté, rejeté, combattu, mis en doute l'option souverainiste, il s'en est dissocié, mais réfuter, c'est autre chose. C'est prouver la fausseté d'une idée, d'une thèse. Or chacun reconnaîtra que Clinton n'a rien prouvé, quelle que fût son éloquence.

Si vraiment la rédaction du *Devoir* était d'avis que les propos de circonstance de l'éminent visiteur constituaient une preuve, il fallait présenter cette opinion dans un éditorial, et non pas en manchette à la une.

MAX

Après Hiroshima...

Il n'est pas une semaine où l'on ne trouve, dans un journal ou l'autre, un fait d'actualité qui concerne le nucléaire. Mais avez-vous remarqué qu'on n'en parle plus aujourd'hui qu'au cas par cas, c'est-à-dire au gré des accidents? C'est comme si, devant l'énormité de cette menace, les médias étaient devenus incapables de percevoir autre chose que des détails, sans relations les uns avec les autres.

Le 1er octobre, à l'occasion du 50e anniversaire de la révolution, l'armée chinoise défile au pas de l'oie pour accompagner la première sortie publique des DF-31, ses nouveaux missiles balistiques intercontinentaux. Le même jour, les résidants de Tokaimura, premier centre de l'industrie nucléaire japonaise, reçoivent les excuses du président d'une entreprise où une fission atomique imprévue a causé l'irradiation de près de soixante personnes. Au 300 000 autres qui vivent dans un périmètre rapproché de l'usine, il aura fallu douze heures pour apprendre des autorités qu'il vaudrait mieux rester à la maison jusqu'à nouvel ordre...

Thomas McLaughlin, un spécialiste américain de Los Alamos, a déclaré à un quotidien français qu'il s'étonnait qu'une histoire pareille survienne au Japon plutôt qu'en France. Les Japonais, affirme-t-il, sont si prudents dans leurs manipulations, eux... Rappelons tout de même pour mémoire qu'en 1991, un accident semblable avait failli se produire en Caroline du nord.

En France, la saga du porte-avion nucléaire Charles-de-Gaulle se poursuit. Les matelots du bâtiment sont, semble-t-il, soumis à des taux de radiation excessifs. Plusieurs présentent en tout cas des troubles physiques préoccupants. Ce gros rafiot guerrier ne dit d'ailleurs plus rien qui vaille à personne sauf au pouvoir qui, dans son cynisme absolu, offre désormais à une ville et à son bon maire de le «parrainer»...

Mais les Français n'ont à s'inquiéter de rien. Avec le nucléaire, tout est sous contrôle: les derniers essais atomiques de l'Hexagone se sont déroulés à Tahiti, bien loin de la capitale. Le danger ne se pose donc pas avec autant d'urgence que l'invasion du territoire national par McDonald...

Du côté russe, que sait-on de ces sous-marins nucléaires dont on nous laisse entendre que plusieurs rouillent, tout doucement, dans quelques eaux calmes du nord? Et je m'abstiens de parler des missiles parce que vous y pensez déjà.

Toujours au mois d'octobre, mais en Corée cette fois, un réacteur canadien Candu perd plusieurs litres d'eau lourde. Il s'agit du onzième accident à survenir depuis le début de l'année dans une des seize centrales nucléaires coréennes.

Mais il ne faut pas s'inquiéter pour rien. Les spécialistes du nucléaire l'affirment: l'atome n'est jamais en cause dans les accidents, c'est l'humain qui commet des erreurs. Il s'agit donc de demander à l'humain de se comporter comme un atome.

Depuis 1986, rien d'aussi grave n'est survenu que l'accident de Tchernobyl. Pareil drame aurait pourtant pu se produire dès 1979, aux États-Unis, à Three Mile Island... Dernière nouvelle: le sénat américain vient de refuser d'entériner un traité international qui vise à interdire les essais nucléaires. Au nom de la démocratie, de la liberté et du bon sens, évidemment.

Pendant ce temps, le Canada, lui, continue de vendre en douce ses réacteurs Candu à l'étranger. Après tout, on a vendu si longtemps des armes aux Indonésiens pour assasiner les timorais qu'on peut bien continuer de vendre des atomes pour tuer l'humanité.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Autriche

On avait beau s'y attendre, ça fait mal: 27,2% des Autrichiens ont voté pour Jörg Haider. Un Führer déguisé en pop-star est parvenu à persuader près du tiers des électeurs d'un des pays les plus riches d'Europe que tout va mal. Et que des étrangers vont venir voler le travail des shorts en cuir de souche, alors que l'Autriche a un taux de chômage de 4,5%. Qu'est-ce qu'ils feront, les Autrichiens, quand ils auront un chômage à 11%, comme en France? Ils envahiront la Pologne?

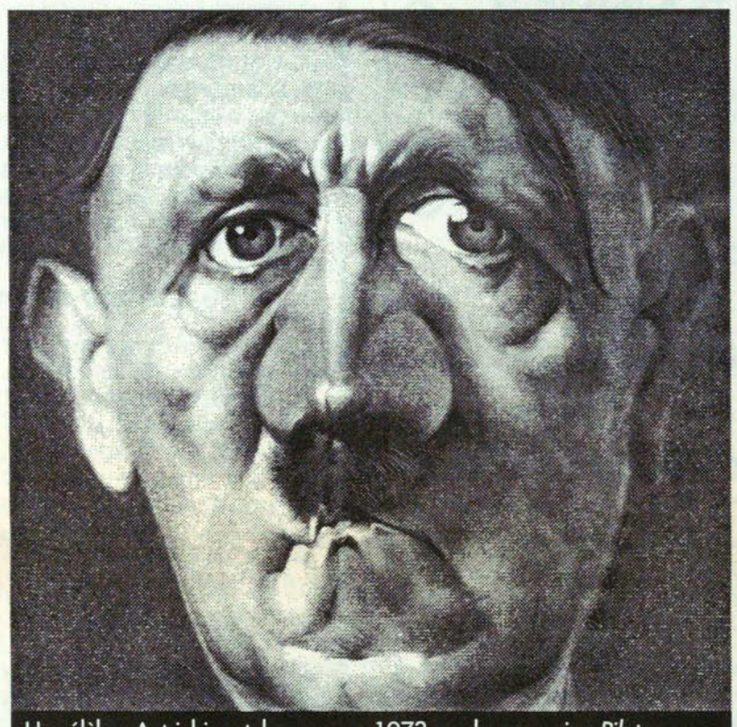
En attendant, le FPÖ devient le deuxième parti du pays, gagne douze sièges au Parlement et Haider est en position d'être vice-chancelier. Lui ou Thomas Prinzhorn, sa tête de liste, grand patron ultralibéral à la réputation de «brutal égocentrique».

Bien sûr, les sociaux-démocrates et les conservateurs ont juré-craché qu'ils ne pactiseraient jamais avec Haider. Mais les conservateurs ont aussi dit qu'ils entreraient dans l'opposition si leur parti devenait le troisième du pays. Ce qui est fait. Même si l'actuel chancelier social-démocrate Victor Klima reste à son poste et parvient à former un gouvernement «technique» avec des petits partis, Haider pèsera lourd dans la balance politique.

D'autant que les promesses sont une chose, les faits en sont une autre. Sociaux-démocrates, conservateurs et fachos ont déjà copiné par le passé. Entre 1983 et 1986, le leader du FPÖ de l'époque, Norbert Steger, était vice-chancelier d'un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates. Et, en 1995, le ministre de la Défense conservateur, s'était fait remarquer à un congrès d'anciens de la Waffen SS. Le même congrès où, justement, Haider avait pris la parole pour dire combien il trouvait les ex-SS sympathiques...

Il paraît que les Autrichiens ont voté pour ne plus voir les mêmes têtes, au pouvoir depuis cinquante ans. C'est bien. Mais ils auraient dût éviter de miser sur quelqu'un qui a l'intention de rester mille ans.

GÉRARD BIARD
(*Charlie Hebdo*, N° 381)


Un célèbre Autrichien, tel que vu en 1973 par le magazine *Pilote*.

Mumia

Le 2 décembre... les fêtes s'en viennent, les uns pensent aux cadeaux, les autres aux vacances au soleil. Le 2 décembre, c'est la date qu'a choisi la cour de Pennsylvanie pour procéder à l'exécution de Mumia Abu-Jamal. Mumia-qui? Mumia-l'homme-qui-en-dit-trop. La cause du dissident non-violent noir-américain, emprisonné depuis 1982 dans l'état de Pennsylvanie pour un meurtre dont on a aucune preuve qu'il soit coupable, a pourtant soulevé les foules de par le monde. Paradoxale est l'ignorance de la morbide nouvelle par les journaux du Québec, qui ne la mentionnent pas ou quasiment pas. Pour citer le Social Ecology News de Plainfield, Vermont: «Quand nous parlons de Mumia et disons la vérité sur son cas, nous nous rapprochons d'une culture de vérité, d'honnêteté, d'intégrité et de respect pour toute vie...»

Passer sous silence la mise-à-mort d'un innocent, c'est être complice, et peu soucieux de ses propres droits, car comme on dit, ca n'arrive pas qu'aux autres.

Pour toutes les informations sur le cas Mumia: Mumia@aol.com, site Web www.Mumia.org ou #215-476-8812

AÏDA MAIGRE-TOUCHET

Cou@c!

Notre site:
www.lecouac.net
Des textes, des films, des dessins...

INTERNATIONAL

Nigéria

L'actuel président fut, dans les années 1970, un général-président à qui les détournements de fonds ne déplaisaient pas. Chassé du pouvoir, il a passé quelque temps en prison. De retour au pouvoir, il propose à la tribune des Nations Unies de mettre en place une convention internationale pour rapatrier l'argent détourné d'Afrique par des dirigeants. Pour pouvoir mieux la détourner cette fois?

États-Unis

Selon *The Guardian* de Londres, 45 millions d'Américains consomment une eau qui risque de contenir des substances toxiques dangereuse et 40 millions ne bénéficient pas d'une assurance maladie.

Par contre, 3 millions d'Américains ont subi une chirurgie esthétique, nous apprend le *New York Times*.

Touche pas à mon pot!

L'usine Bell de Mirabel va produire 24 hélicoptères commandés par le Mexique pour participer à la lutte contre la drogue. Ces hélicoptères *made in Québec* auront pour mission de pulvériser des champs de marijuana et de pavot, aspergeant du même coup les paysans... Espérons que ceux-ci auront le droit de fumer du pot lorsqu'ils agoniseront d'un cancer.

L'OTAN en Tchétchénie : bilan provisoire

Il y a des normes universelles dont s'inspire le droit international. Les États-Unis, l'OTAN et l'ONU en sont les champions. Lorsqu'un gouvernement massacre allègrement la population qu'il a pour mandat de protéger, les États-Unis, l'OTAN ou l'ONU interviennent. Sans discrimination, car le droit international repose sur des normes universelles. D'où l'intervention rapide et enthousiaste des États-Unis, de l'OTAN et de l'ONU en Tchétchénie. Comment aurions-nous pu tolérer plus longtemps en effet que l'armée russe écrase ainsi froidement la population tchétchène, surtout lorsque l'on sait qu'une entente de paix avait été conclue à la suite de la première guerre en 1994. Ce n'est tout de même pas parce qu'une puissance comme la Russie siège au Conseil de sécurité et possède l'arme atomique que les normes universelles ne doivent plus s'appliquer. Saluons donc le courage des politiciens et des soldats occidentaux qui se sont portés à la défense des Tchétchènes et du droit international.

Il faut dénoncer certes la censure des médias sous le contrôle des États-Unis, de l'OTAN et de l'ONU qui refusent de nous diffuser des images montrant les troupes de la coalition États-Unis-OTAN-ONU déployées en Tchétchénie. Dénonçons, oui, mais pas trop vivement car il ne faudrait pas que nos troupes sentent que la société civile les abandonne. Le moment est important : par l'action rapide de nos troupes, les démocraties libérales démontrent qu'il n'y a pas deux poids deux mesures et que quiconque malmène le droit international devra en subir les conséquences, que ce soit au Koweït, au Kosovo, au Timor oriental, au Panama, à la Grenade, en Colombie, en Tchétchénie.

Vive l'Occident, vive la démocratie libérale, vive les droits fondamentaux et universels!

MOHAMED SMITH-GAGNON

En direct de la pub

«L'an 2000 est en ville» annonce fièrement la ville de Montréal sur de jolis oriflammes colorés.

Cette anticipation des grands penseurs de Bourqueville, diffusée aux frais des contribuables, est tellement sûre qu'elle se réalisera aussi, à la même date et à la même heure, à Saint-Roch-de-Mékinac et à Tombouctou.

Jument primée

Fabienne Thibault reçoit la croix de chevalière de l'ordre du Mérite agricole, décernée par Jean Glavany, ministre français de l'Agriculture et de la Pêche.

Pourquoi? Parce qu'elle a endisqué une chanson sur les chevaux percherons. Le renouveau de la chanson joual?

Il n'y a plus de classes sociales!

Plus de 1 000 milliards de dollars (américains, il va s'en dire) sont détenus par 225 personnes. Cela représente l'équivalent du revenu annuel de 47 % des habitants de la planète, soit 2,5 milliards d'humains. Les gens les plus riches, tel Bill Gates, multiplient les institutions de charités pendant que leurs entreprises continuent de sucer l'humanité. C'est la beauté du beau et vaste monde de l'argent.

Les dix personnes les plus riches du monde
(en milliards de dollars)

1	Bill Gates (É-U)	90,0	Microsoft (informatique)
2	Warren Buffett (É-U)	36,0	Berkshire Hataway (société d'investissement)
3	Paul Allen (É-U)	30,0	Microsoft
4	Steven Ballmer (É-U)	19,5	Microsoft
5	Philip Anschutz (É-U)	16,5	Pétrole, télécoms
6	Michael Dell (É-U)	16,5	Dell Computer (informatique)
7	S. Robson Walton (É-U)	15,8	Wal-Mart (distribution)
8	Prince Al Walid ben-Talal al-Saoud (Arabie S.)	15,0	Construction, finance
9	Theo et Karl Albrecht (Allemagne)	13,6	ALDI (distribution)
10	Li Ka-shing et sa famille (Chine, Hong Kong)	12,6	Immobilier, télécoms

Source: Forbes Global (juillet 1999)

Abonnement

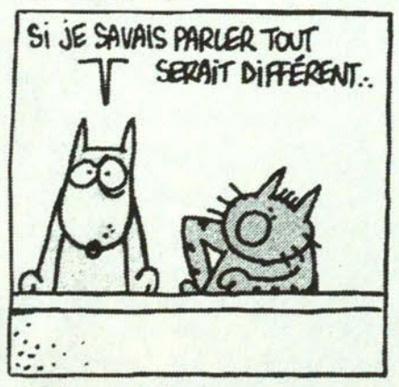
Pour chaque abonnement régulier d'un an au *Couac*, vous pouvez abonner quelqu'un d'autre **à moitié prix**! Donc 28,76 $ pour le premier abonnement et 14,38 $ pour le second (taxes incluses)!

Téléphone: (514) 274-5468
1(800) 361-1431

Aussi à: www.lecouac.net

DÉCLARATION

IDÉALISTE



Charb vient de lancer un album de Maurice et Patapon. Introuvable ici. Pour commander: Éditions Rotatives, 44, rue de Turbigo, 75003 Paris. Fax: 011 33 01 44 61 96 11

Les boss et les chauffeurs de Kenworth

La chape de plomb de la raison d'État ne le faisait pas grandir d'un centimètre; elle l'écrasait plutôt, ou plus précisément, elle le faisait fouler, comme le disaient dans le temps nos mères d'une laine soumise à une eau trop bouillante. Et cet air menaçant, que ne lui avaient pas suggéré de prendre ses conseillers en communication quand il avait dirigé une opération «récolte de pot» à Kahnawake, Monsieur le ministre Ménard l'avait emprunté ce jour-là.

«*L'État ne reculera pas parce que l'État ne peut pas reculer*», venait-il de dire, l'air menaçant. C'est le même homme — dont on ignorait qu'il était à ce point privé de conseillers juridiques — qui, quelques heures auparavant, avait demandé à une firme privée d'avocats de trouver des arguments pouvant asseoir judiciairement ce qui ne pouvait l'être moralement : comment forcer des camionneurs, qui n'avaient jusque-là enfreint aucune loi, à faire rouler des véhicules, leurs véhicules, qu'ils avaient stoppés le long des routes?

Ce ministre qui, manque de pot sans doute, n'avait pas eu le courage d'intenter des poursuites à l'époque alors qu'il était visiblement en présence d'infractions au Code criminel, annonçait maintenant que des arrestations étaient faites et des poursuites intentées contre des chauffeurs n'ayant enfreint aucune loi. Car un juge lésé dans son orgueil, un juge qui vient de faire sienne la prose de Martineau Walker, ce n'est pas une loi. Pas encore du moins. Mais au rythme où on sous-contracte ici la raison d'État, il faut s'attendre à n'importe quoi.

Pourtant, le ministre venait d'admettre que la circulation était fluide. Mais il y avait des inconvénients. Bien sûr qu'il y avait des inconvénients. Il y en a partout et à tous les jours, des inconvénients, dès que deux ou trois personnes décident de respirer en même temps.

Il y en a à la fin de la grand'messe, le dimanche matin, quand tout le monde sort ensemble et prend sa voiture. Il n'y en a plus à la sortie du Centre Molson mais dans le bon vieux temps, il y en avait à la sortie du Forum, les soirs de hockey.

Cette même journée, au téléjournal, une femme racontait avec beaucoup de retenue comment sa mère de 91 ans était morte dans un centre d'accueil, privé comme Martineau Walker, en reculant, avec son fauteuil roulant, dans la cage d'un ascenseur défectueux. Rempli de compassion, M. Ménard aurait sans doute conseillé à la vieille dame de faire comme l'État et de ne pas reculer de la sorte... Un inspecteur de la Régie du bâtiment admettait ensuite qu'il faudrait au moins deux ans pour corriger la situation.

Pendant que les camionneurs faisaient des feux pour se réchauffer le long des routes du Québec, le rapport Bernier fêtait son premier anniversaire. Le rapport Bernier? Savez pas? Le 8 octobre 1998, le gouvernement créait un comité, qui recommandait il y a six mois d'ajuster le Code du travail de manière à rendre possible la syndicalisation de ces nouveaux forçats du néolibéralisme .

Faudrait-il confier le mandat à Martineau Walker pour que cela s'active en hauts lieux? En moins de 24 heures, vite fait, ce cabinet d'avocats n'agissant, n'en doutons pas, que par pure philanthropie, fournissait au cabinet des ministres une argutie juridique à présenter à un juge ouvert à toutes les propositions.

Quand on veut à ce point se faire voir avec Clinton, on on est prêts à toutes les bassesses pour satisfaire la compagnie Kenworth et à tous les moyens pour écraser ceux qui les conduisent, ces camions. Kenworth a mis ce gouvernement à genoux. Pour se redresser la raison d'État, ce gouvernement veut voir les chauffeurs de Kenworth à plat ventre dans la gravelle. Tout cela fait des enfants forts, des lendemains qui chantent et des conditions pas trop gagnantes.

MICHEL RIOUX

Le couizze du Couac

Le verrat terminal

Si vous tombez sur la revue *Producteur Plus*, le magazine des P.M.E. agricoles, vous aurez le bonheur de faire la connaissance de P76, un cochon sympathique «conçu» au Québec. Les caractéristiques exceptionnelles de ce prince à la fesse rebondie et aux testicules proéminents y sont exposées dans de belles publicités. On apprend ainsi que le P76 est sans équivoque «le meilleur représentant d'un futur très prometteur en tant que verrat terminal». Et qu'il représente déjà plus «de 40% du marché du verrat terminal français». Faisons connaissance avec ce jambon d'exception.

1- Laquelle des citations suivantes n'est pas tirée de la publicité qui vante les mérite du P76?
A- Ses qualités de reproducteur peuvent «s'utiliser en saillie naturelle ou en récolte à la ferme».
B- «Le P76 est devenu le maître étalon, la norme de l'industrie pour sa rentabilité et sa qualité de carcasse».
C- Quand vous achetez votre bouteille de jus de cochon vous avez la «semence d'un mâle par bouteille avec plus de trois milliards de spermatozoïdes».
D- Le P76 est le «résultat de 25 années de recherche et d'amélioration génétique».
E- «Le P76 a des couilles en béton».

2- Quel est le nom de la firme qui «commercialise» le P76?
A- Porcigène
B- Porcs sans gêne
C- Gènes import
D- Port de Gênes

3- L'élimination du gène RN- et n rend le P76 particulièrement résistant à laquelle des affections suivantes?
A- Le complexe du gros cochon.
B- Le syndrome du porc frais.
C- Le syndrome du porc stressé.
D- Les fluctuations du marché.

4- Côté gros verrat, le P76 n'est pas seul au Québec. Le PDJ (Premier des Jambons) de la Banque Nationale, André Bérard, lui livre une chaude concurrence. Laquelle des affirmations suivantes est fausse?
A- Il a touché un salaire de 575 000 $ en 1998.
B- À cela il faut ajouter une prime de 843 254 $ pour la même année.
C- S'ajoute également plus d'un millions $ obtenu en exerçant ses options d'actions.
D- Sa rémunération totale en 1998 s'élevait donc à plus de 2,5 millions $.
E- André Bérard n'utilise aucun abri fiscal.

FRANÇOIS PATENAUDE

Réponses: 1- E, 2- A, 3- D, 4- E

CONFIT D'INTÉRÊTS

Brillant Mulroney
(première partie)

Notre petit copain de ce mois-ci se débrouille plutôt bien pour faire son chemin. **Brian Mulroney** ancien **Premier ministre du Canada** et ancien **président de l'Iron Ore** n'est peut-être pas une lumière, mais il a de bons contacts.

Brian n'a pas traîné longtemps au bureau d'assurance chômage après avoir quitté le Parlement. Il s'est rapidement trouvé de l'emploi dans le secteur privé. Il siège notamment aux conseils d'administration de **Petrofina**, de **Quebecor**, de la **Chase Manhattan Bank**, ainsi qu'à ceux de **Barrick Gold** et **TrizecHahn**, propriétés du milliardaire **Peter Munk**. Brillant est également membre du CA du géant étasunien de l'agro- alimentaire **Archer Daniels Midland co**, une compagnie reconnue coupable, le 28 mai 1999, de complot pour fixation des prix et collusion pour partager le marché avec sept autres entreprises. Enfin, depuis janvier 1999, Brian est président du conseil du magazine d'affaires ***Forbes Global***.

Il ne faut cependant pas se laisser distraire par ces passe-temps, car Mulroney est d'abord et avant tout avocat pour le plus grand cabinet du Québec, **Ogilvy Renault**, où il avait d'ailleurs commencé sa carrière à la fin des années 60. À titre d'avocat, il rend de précieux services aux compagnies qui le paient. Son prestige d'ancien Premier ministre et ses contacts dans les milieux politiques sont très utiles pour obtenir des rendez-vous avec les chefs d'États du monde. Il est donc, en quelque sorte, le *nec plus ultra* du lobbyiste. Parmi ses clients on retrouve **Bombardier, Power Corporation, Bell Canada International** et d'autres gros canons des affaires. Brillant est utile de plusieurs façons. Par exemple, sa présence au conseil d'administration de **Citic,** une sorte de méga-société générale de financement chinoise, lui permet de signaler les occasions d'affaires à ses clients.

Brillant est aussi le père du **libre-échange**. Il disait à l'époque que cela représenterait la voie de la prospérité. Dix ans plus tard, il ne tarit pas d'éloges sur son œuvre (suivi par la chorale des éditorialistes de ***La Presse***). Oubliez que le nombre d'enfants pauvres au Canada a augmenté de 60% entre 1989 et 1996. Oubliez qu'il y avait, en 1998, un enfant sur cinq qui vivait dans la pauvreté. Oubliez que le «plus meilleur pays du monde» a même été convoqué devant l'ONU parce que les problèmes de pauvreté et d'itinérance y augmentent. La seule chose qu'il faut retenir, c'est que les profits des grosses compagnies canadiennes fracassent des records depuis le début de la décennie au Canada... Vu sous cet angle, le libre-échange est une telle réussite que les compagnies qui profitent du libre-échange se souviennent de leur bienfaiteur qui leur est, en retour, très utile, voire indispensable. Si Peter Munk a invité Brillant à siéger au conseil de **Barrick Gold** c'est, dit-il, «parce que nous voulions développer **l'Amérique latine** et que nous avions besoin d'appuis politiques là-bas». Et comme Brillant connaît tous les présidents d'Amérique latine par leurs prénoms... Sans oublier, comme Brillant le dit si bien, que «les hommes politiques ont leurs préoccupations, leurs contraintes et leurs intérêts, je les connais et je sais comment les satisfaire».

Avec tout ce travail, notre petit copain doit se ménager quelques moments de loisirs. Heureusement il peut compter sur de loyaux amis pour parler du beau temps ou fredonner quelques chansons. En 1984 il a chanté au mariage de **Sophie Desmarais** (fille de vous devinez qui), devant 350 invités dont **Pierre-Elliott Trudeau, Jean Chrétien, Jeanne Sauvé, Conrad Black, Charles Bronfman, Estée Lauder**. Au nombre des amis de Brillant on compte **Derek Burney**, qui a été son **chef de cabinet** avant d'être nommé **ambassadeur du Canada à Washington**. Derek a quitté la vie politique en même temps que son ami Brillant et est maintenant président du **Conseil de Bell Canada International**. **Johathan Detcher, vice-président et directeur de RBC Dominion Securities**, est un autre ami de notre copain. Un des faits d'arme de Brillant est l'amitié profonde qui le lie à **Paul Desmarais père**. À vrai dire, Brillant est tellement gentil et attachant qu'il a des amis même parmi les morts, comme **Pierre Péladeau**.

Avec une telle équipe de copains, on pourrait croire que Brillant Mulroney a tout pour être heureux, mais non, hélas! Car Brillant, en homme fidèle, pense toujours à ses amis et «malheureusement, en politique ça lui a nui» a déjà dit **Paul Desmarais junior**. Heureusement qu'en affaire c'est tout à fait accepté, sinon Brillant serait en prison!

Mais il n'y a pas que du soleil dans la vie de Brillant. Sa carrière comporte aussi une part d'ombre: nous en parlerons amplement le mois prochain. D'ici là, pensez à ce pauvre Me Mulroney qui ne peut pas plaider, car, comme il le dit lui-même «j'ai engagé la majorité des **juges du Québec**». Mais si ça peut vous rassurer, dites-vous que les juges connaissent bien le nom du cabinet d'avocat pour lequel Brillant travaille et que ces bons messieurs à robe noire et à bas bruns savent aussi se rendre utiles.

FRANÇOIS PATENAUDE ET BENOIT PERRON

L'économie est-elle morale?

Les livres d'économie font généralement peur à ceux qui ne se sentent pas très ferrés en maths. Rien à craindre avec les textes d'Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998. Pour Sen, l'économie est source non pas de calculs mais bien de réflexions morales. Peu connu des lecteurs francophones, Sen n'a que deux livres présentement disponibles en français. *Éthique et économique* publié en 1993 par les Presses universitaires de France se détaille à un prix très peu éthique! Question de permettre aux lecteurs de faire des économies, les éditions La Découverte viennent de lancer *L'Économie est une science morale*, à prix plus abordable et qui regroupe des textes plus légers précédés d'une préface stimulante.

Qu'on ne s'y trompe pas : les livres de Sen ne sont tout de même pas d'une lecture aisée. Sen aborde des problèmes philosophiques complexes et il aime situer ses écrits dans les débats universitaires actuels. Mais les considérations de Sen restent toujours très humaines. Ce qui l'intéresse, ce sont les pauvres, les famines, la condition des femmes. Il aime lancer la réflexion en racontant des histoires au sujet des pauvres du Bengale, où il est né. Car pour Sen, l'économie ne peut avoir comme ultime objectif de simplement créer toujours plus de profit. L'économie doit redevenir une science morale qui se préoccupe du bien-être des gens, qui s'intéresse aux questions de justice et d'équité.

Il est bon d'ailleurs de rappeler qu'Adam Smith, communément présenté comme le père du libéralisme économique, était lui aussi profondément préoccupé par ces questions morales que ses successeurs ont délaissées. Smith n'avait-il pas publié une *Théorie des sentiments moraux*. Sen, voulant renouer avec la tradition morale de l'économie, est assurément un économiste d'une espèce rare.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Amartya Sen, *L'Économie est une science morale*, éditions La Découverte, 126 p.

La bêtise

Peut-être pour mieux se consacrer à sa carrière d'avorton à la télé, Jean Barbe abandonne sa chronique dans l'hebdomadaire montréalais ICI. Motif officiel de ce triste départ: Barbe souhaite «laisser son puits se remplir» avant de reprendre la plume (ICI, 14-10). S'il pouvait plutôt tomber dedans, le public ne s'en porterait pas plus mal.

Les journaux ont habitué les gens à se contenter de peu, voire de rien. Ils sont devenus, dans bien des cas, un reposoir pour imbéciles qui tiennent chronique comme d'autres, au XIXe siècle, tenaient salon. Jean Barbe, dans le genre, correspond à une sorte de sommet entretenu par les intérêts mercantiles de cerveaux boueux.

Commentaire dudit Barbe, au moment de quitter l'hebdomadaire: «Mais ce ne sera rien de combler cet espace. [...] Il y a toujours de bons textes qui traînent dans les rédactions.» Si cela est vrai, alors comment Quebecor World a-t-il pu garder à son service pareille engeance si longtemps? La vérité est que, dans les journaux, ce qu'il y a de plus quotidien, désormais, c'est la bêtise qui côtoie la bêtise.

Comme chroniqueur, je vous le demande, qu'a été Jean Barbe sinon un rince-bouche pour carnivores édentés? Pas là la moindre amorce d'une pensée. Rien qui puisse conduire à autre chose qu'une envie de tourner la page.

Regardez cette pitoyable fausse confidence sur laquelle il clôt sa collaboration: «Il m'est arrivé parfois, je crois, de vraiment dire quelque chose, et d'être entendu.» En général donc, il n'avait rien à dire, comme la plupart de ses collègues du reste. Il touchait son chèque. C'est tout. Et il s'étalait tout de même à pleine page, sans honte. Cela durait ainsi depuis des mois. Dans bien d'autres cas, cela dure depuis des années.

Ces gens-là passent leur vie à donner en spectacle leur pauvre esprit qu'ils souhaitent être pris au sérieux. Barbe va continuer de le faire ailleurs, en faisant son bel intello de service. Et on le regardera en se disant que c'est là la beauté de la désolation.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Conseil pratique

Vous menez une vie active et vous manquez de temps pour lire l'éditorial de Richard Martineau? Suivez ce conseil: ramassez *Voir*, secouez-le pour faire tomber les circulaires, regardez le tas de papier par terre et vous aurez un avant-goût substantiel de l'éditorial de Martineau.

Gala par-ci, Gala par-là

La Gala du bouffon de *La Presse*, ça revient de temps à autre, un peu comme la gastro-entérite dans une garderie. Quand même sidérant, un journal d'une telle médiocrité, qui organise des concours d'excellence, comme à l'exposition agricole de Saint-Hyacinthe. Et les recteurs des universités qui cautionnent cette mascarade, comme des bonnes Dames de sainte Anne...

Planète dollar

Fin septembre, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a lancé son rapport annuel sur les investissements internationaux, c'est-à-dire sur l'état de santé de la mondialisation. Ne vous inquiétez pas, elle va bien, merci! Le peloton de tête constitué des cent plus importants groupes industriels — avec en tête General Electric, Ford et Shell — détiennent tous ensemble pas moins de 1 800 milliards de dollars d'actifs dans des pays autres que celui de leur maison mère. Et ils emploient plus de 6 millions de personnes, cumulent un chiffre d'affaire total de 2 100 milliards de dollars, c'est-à-dire six fois le Produit intérieur brut (PIB) du Mexique (*Le Monde*, 29-9).

Contrairement à l'idée généralement répandue, ce n'est pas tant vers les pays du Tiers-Monde que se portent les investisseurs. La mondialisation s'articule en fait principalement entre les États-Unis et L'Europe. Ainsi, environ 65% des capitaux qui ont été investis aux États-Unis en 1998 provenaient d'Europe, et inversement, 55% des fonds investis en Europe étaient américains. Ceci s'explique aisément : suite à une série de déréglementations et de privatisations d'un bord et de l'autre de l'Atlantique, les grandes compagnies s'achètent entre elles et fusionnent, créant des géants financiers. En 1998, les rachats et les fusions de compagnies ont augmenté de 74% par rapport à l'année précédente, totalisant un montant de 411 milliards de dollars. Et l'équivalent de l'ensemble des fusions de 1998 aurait été atteint dès le premier trimestre de 1999. L'idée d'un «marché libre» devient dès lors une pure fiction puisque ces groupes peuvent trop facilement écraser la concurrence et imposer leurs produits et leurs prix aux consommateurs privés d'alternatives devant une économie de plus en plus concentrée.

Pendant ce temps, le fameux fossé entre les pays pauvres et les pays riches n'en finit pas de se creuser. Si l'Amérique latine voit les investissements internationaux — principalement américains — augmenter de 5%, l'Afrique complètement oubliée n'a attiré que 1,3% des investissements mondiaux. Doit-on comme le croient nos dirigeants continuer à maintenir les salaires bas pour attirer toujours plus d'investisseurs? La CNUCED lance un avertissement : «Le travail bon marché reste une source d'avantages dans les pays, mais son importance diminue. De plus, il ne fournit pas un soutien pour une croissance durable», contrairement à la formation de la main-d'œuvre et aux investissements dans les infrastructures de transports et de communication.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI
dupuisdf@ere.umontreal.ca

Des beaux projets

Paraît qu'elle a des projets, la grosse qui siège à côté de Chrétien. Mais oui... la folle là... qui colle des p'tits drapeaux à Elvis Gratton partout... Au Centre Molson, à la Ronde, sur le pont Jacques-Cartier, sur les casques des joueurs de football (900 000 $ de p'tits drapeaux...), sur la pizza dans les écoles primaires...

Paraît qu'elle veut donner en prime, avec chaque film, chaque livre, chaque disque «Canada Approved», deux cannes de sirop d'érable canadien, une paire de raquettes canadiennes en plastique et un chapeau de Davy Crockett en simili-castor canadien véritable...

En projet, des p'tits bonhommes en contreplaqué pour le jardin, représentant le groupe folklorique «Clarkson and Saul», ces dangereux gauchistes de Rosedale représentants Elizabeth II au Canada... «approved».

PIERRE FALARDEAU

Quand IKEA va tout va?

Après avoir été clouée au pilori médiatique pour son exploitation éhontée des travailleurs du tiers-monde, l'entreprise suédoise IKEA a pris plusieurs mesures pour redorer son blason. La première fut d'envoyer ses responsables des relations publiques en Asie. Le but? Faire en sorte qu'ils reviennent avec un beau discours sur l'implication sociale de la compagnie auprès des jeunes enfants. Bien entendu, cette offensive médiatique n'a sans doute pas changé le quotidien des enfants qui travaillent pour les sous-traitants d'IKEA, mais au moins cela a-t-il permis aux relationnistes de la compagnie d'arrêter de faire des cauchemars à l'idée de parler aux journalistes scandalisés par ces pratiques.

Cette année, IKEA a fait un pas supplémentaire pour retrouver son lustre d'antan: elle a décidé de remettre ses recettes d'une journée aux employés de ses 150 magasins. Du coup, comme l'a confié un employé français à l'AFP: «Chacun a envie d'apporter sa pierre à l'édifice et de faire encore mieux pour l'entreprise». Sauf peut-être les jeunes enfants qui travaillent pour des sous-traitants et qui n'ont pas encore entendu parler de cette prime...

POUR S'ABONNER

Un drôle d'oiseau
Le Couac

(514) 274-5468 • (800) 361-1431
PÉRIODICA 1155, avenue Ducharme, Outremont (Québec) H2V 1E2

• Abonnement d'un an : 25 $ + taxes = **28,76 $**
Pour chaque abonnement régulier d'un an au *Couac*, vous pouvez abonner quelqu'un d'autre **à moitié prix**! Donc 28,76 $ pour le premier abonnement et 14,38 $ pour le second (taxes incluses)!
Offre valable pendant tout le mois de novembre.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

www.lecouac.net

Monarchies

Les Australiens sont conviés à décider par référendum s'ils souhaitent rester des sujets de sa majesté britannique ou s'ils veulent que l'Australie devienne une république. De quoi faire saliver beaucoup de Canadiens et de Québécois qui trouvent avec raison que la monarchie est une institution poussiéreuse, ridicule et coûteuse. On rêve ici aussi de république, comme s'il s'agissait là d'un régime incarnant à la fois les libertés individuelles et la participation démocratique. Le républicanisme devient donc dans un système monarchique comme l'Australie et le Québec le nec plus ultra de la pensée contestataire. La belle affaire! Les États-Unis et la France sont deux républiques et qu'y voit-on? Aux États-Unis, une élite politique constituée en majorité d'individus millionnaires et des électeurs si désabusés que le taux de participation aux élections présidentielles est un des plus bas au monde... En France, une élite politique peut-être moins riche qu'en Amérique, mais tout aussi fermée car appartenant à des réseaux de copinage. Dans cette France républicaine, les politiciens ont le droit de cumuler des postes (il est possible d'être à la fois maire d'une ville et député). Et la France républicaine est le pays industrialisé qui compte le plus bas taux de femmes en politique. La république? Une histoire de politiciens affairistes qui savent qu'un tel système les avantage. La population quant à elle a bien peu à y gagner. Les Australiens voteront donc pour donner plus de pouvoir à leurs chefs.

Ceux qui rêvent de liberté et de participation politique devraient militer à la fois contre la monarchie et la république, et défendre une véritable démocratie où les électeurs auraient le pouvoir de révoquer les élus, de proposer des lois et même de débattre et voter les lois. «Irréaliste», disent les politiciens. Mais faire participer réellement les citoyens, est-ce vraiment plus compliqué que lancer et gérer un programme spatial, une industrie nucléaire ou des manipulations génétiques? En fait, c'est même moins compliqué, mais beaucoup moins rentable pour les politiciens... Le roi est mort? Vive le président!

Pub trouvée sur un napperon promotionnel du Saguenay, royaume naturel de la beauté, où l'on vend le royaume humain de la bêtise.

La presse compressée

Quelques gros titres dans la grosse *Presse*

• «GM: Québec offre 360 millions» (13-10), «BS: Québec veut récupérer 470 millions en trois ans» (15-10).

• «Les bénéfices des entreprises augmentent en 1999» (10-06), «Les salaires ont baissé depuis un an» (01-08).

• «La croissance se poursuit à un rythme soutenu» (11-09), «Québec veut resserrer la vis aux assistés sociaux» (09-10).

• «Le Canada s'occupe mal de ses petits enfants» (08-10), «Survivre six mois dans un goulag canin britannique» (09-10).

• «Mulroney convaincu que le Québec restera dans le Canada» (07-10), «Les jeunes Canadiens de plus en plus déprimés» (18-09).

• «Le Canada s'ouvre aux Porcs américains» (08-10), «Le Canada retrouverait bientôt son statut de fournisseur privilégié de la Défense américaine» (07-10).

FRANÇOIS PATENAUDE

À quoi bon dénoncer les crimes dont sont coupables les régimes totalitaires, si l'on est incapable d'investir la même énergie militante et la même rigueur intellectuelle à révéler ceux commis par les démocraties ?

En vente dans toutes les librairies, 15,95 $
Diffusion Prologue

Agone

La philo pour tous: (3/12)

Le renversement socratique

Tout le monde a entendu parler de Socrate. C'est que le bonhomme est un peu, comme l'écrivait récemment un commentateur, «le Totem de la philosophie occidentale». Or il faut le savoir : Socrate n'a absolument rien écrit, pas une seule ligne. De plus, nos sources le concernant sont peu nombreuses (Platon, Xénophon, Aristophane, quelques lignes d'autres auteurs) et se contredisent. Au total, on ne sait avec certitude à peu près rien de ses idées.

Platon, qui fut son disciple, le met en scène dans la plupart de ses écrits et nous en a laissé le portrait le plus émouvant et le plus influent; mais le génie littéraire et philosophique de Platon est si grand qu'on ne sait plus démêler dans ce portrait ce qui appartient à Platon et ce qui appartient en propre à Socrate. Laissons donc aux spécialistes ce difficile problème et revenons au Socrate que la tradition philosophique a construit pour l'approuver et parfois le fustiger.

Socrate naît vers 470 av. J.C. d'un père sculpteur et d'une mère sage-femme. Un jour, comme cela se faisait à l'époque, un de ses amis consulte l'Oracle de Delphes qui lui assure que Socrate est le plus sage des hommes. Socrate est très étonné de cette réponse : comment peut-il être le plus sage, lui qui ne sait rien? Comment peut-il être le plus sage alors que tant de gens disent savoir ou sont simplement engagés dans des activités qui supposent un savoir? Socrate voudrait bien comprendre. Le voici donc au milieu des hommes, sur la place publique, interrogeant chacun sur ses activités ordinaires et quotidiennes et sur le savoir qu'elles présupposent : il interroge ainsi le sculpteur sur la beauté, le militaire sur le courage, le sophiste sur la vertu et sur l'éducation, le politique sur la justice et ainsi de suite. Il découvre ainsi le sens de l'oracle : Socrate est le plus sage du fait qu'il sait qu'il ne sait rien tandis que les autres croient savoir ce qu'ils ne savent pas.

Se rattache à cette pratique philosophique une série de thèmes qui constituent le legs socratique. En voici les principaux.

Les échanges auxquels Socrate convie ses contemporains constituent une dialectique, c'est-à-dire au fond un dialogue, qui est une démarche par laquelle on éprouve un savoir. Chez Socrate, ces échanges débouchent sur l'aporie, *i.e.* la reconnaissance du fait qu'on ne sait pas. Ils sont menés avec un art tout particulier de l'interrogation et de la recherche (c'est la fameuse maïeutique: elle aura une longue et riche descendance, notamment en pédagogie) qui fait parfois appel à l'ironie et qui finit par engourdir les interlocuteurs de Socrate qui découvrent l'ignorance là où ils pensaient, parfois avec une belle assurance, détenir la vérité. Socrate rapproche son art de celui de sa mère : elle accouchait les corps, son fils accouche les âmes et les met au monde. Ces échanges procèdent aussi par induction et ils s'efforcent de dégager de l'examen de cas particuliers une définition universelle.

Tout cela suffirait à faire de Socrate une figure importante. Mais il y a plus dans cette démarche critique: c'est que Socrate inscrit aussi au cœur de la philosophie le thème du rapport de la connaissance à la morale et l'exigence du retour sur soi. «Connais-toi toi même» est sa devise, qu'il a lue inscrite sur le Temple de l'Oracle de Delphes. Les penseurs antérieurs s'étaient surtout préoccupés de la nature. Socrate recentre la réflexion sur l'humain et il le fait dans une perspective et avec des visées opposées à celles des Sophistes : on peut en ce sens parler d'un renversement socratique et de Socrate comme celui qui inaugure la philosophie occidentale. «Il ne mène pas une vie d'homme , celui qui ne s'interroge pas sur lui-même», lui fait dire Platon. Pour Socrate, l'excellence humaine est liée à l'exercice de cette vertu propre aux humains qui a sa source dans l'âme et qui permet de connaître le bien, puis de le faire. Car on attribue aussi à Socrate cette thèse très forte et déroutante selon laquelle «Nul n'est méchant volontairement», c'est-à-dire qu'on ne peut l'être que par ignorance du bien.

Il faut peut-être imaginer Socrate comme une sorte de clochard déambulant dans Athènes et qui dérange profondément par ce qu'il dit et fait. Il est, selon l'expression de Platon, le Taon d'Athènes, celui qui harcèle et dérange; et nos amis de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM nomment justement leur bulletin d'information *Le Taon dans la Cité* en souvenir du vieux Socrate. Dans l'*Apologie*..., Platon lui fait dire : «Je n'ai nul souci de ce dont se soucient la plupart des gens : affaires d'argent, administration des biens, charges de stratège, succès oratoires en public, magistratures, coalitions, factions politiques. Je ne suis pas engagé dans cette voie ... mais dans celle où, à chacun de vous en particulier, je ferai le plus grand bien en essayant de le persuader de se préoccuper moins de ce qu'il a que de ce qu'il est, pour se rendre aussi excellent et raisonnable que possible».

Il dérange en fait au point qu'on lui fit un procès pour impiété et pour corruption de la jeunesse. Il fut trouvé coupable et condamné à mort. On lui proposa de s'évader. Sa réponse, aux dires de Platon, fut conforme à sa vie et à son idéal : «C'est une obligation pour nous d'examiner si vraiment nous devons agir ainsi, oui ou non. J'ai un principe, qui n'est pas d'aujourd'hui mais qui fut le mien de tout temps : c'est de ne me laisser persuader par rien que par une raison unique, celle qui est reconnue la meilleure à l'examen». Socrate conclut de cet examen qu'il ne peut désobéir aux lois de la cité et que subir l'injustice vaut mieux que la commettre. Nous sommes en 399 av. J.C., Socrate a 70 ans et il boit la ciguë qu'on lui tend – l'absorption volontaire de ce poison violent était la manière de l'époque de donner la mort aux condamnés à la peine capitale.

Cette mort sera rangée au nombre de ces mauvaises consciences culturelles de l'Occident. Avec celles de Van Gogh, de Mozart etc, elle alimentera bien des œuvres (littéraires, picturales, musicales) et bien des réflexions.

***

Une lecture. C'est tout court, tout simple et surtout fort beau – quel écrivain, celui-là ... : PLATON, *Apologie de Socrate*. Lisez de préférence l'édition Garnier Flammarion, traduction et présentation de Luc Brisson : c'est un Québécois, Brisson, et un des très grands spécialistes de Platon de notre temps.

RAYMOND-LA-SCIENCE
baillargeon.normand@uqam.ca

Remue-méninges

Zénon! Cruel Zénon! Zénon D'Élée!

Si on en croit Aristote, l'inventeur de la dialectique s'appelle Zénon d'Élée. Celui-ci est bien connu pour ses célèbres paradoxes destinés à prouver l'impossibilité du mouvement.

Il faut savoir que deux écoles de philosophie présocratique vont s'opposer sur la question de l'être et du devenir. Allons au plus simple, quitte à caricaturer. Pour certains, avec Héraclite, le mouvement est l'essence du monde. Pour d'autres, disciples de Parménide, seul existe l'Être, immobile, immuable. Zénon est justement un disciple de Parménide. Or, l'expérience courante nous montre du mouvement, du changement, etc. ce qui constitue un problème pour la thèse de Parménide. Zénon construit donc des arguments destinés à montrer que le mouvement est illusion puisqu'il est impossible. Voici un de ces arguments. Achille, rapide coureur, se mesure à une tortue à laquelle il concède une avance sur lui. Achille ne rattrapera jamais la tortue. En effet, pendant le temps qu'il court pour atteindre le point d'où part au même moment l'animal, celui-ci a encore avancé. Et ainsi de suite. La tortue de Lafontaine n'a pas accompli un grand exploit : elle avait seulement lu Zénon...

Les arguments de Zénon vont exercer une véritable fascination dans l'histoire des idées. Bertrand Russell a montré qu'ils pointent génialement vers des problèmes qui ne seront résolus que bien plus tard, avec l'analyse mathématique et la logique modernes.

Zénon a aussi inspiré des poètes. Un de ses arguments concerne une flèche supposée voler mais immobile, puisque le mouvement est impossible. Paul Valéry en a fait de jolis vers, dans *Le Cimetière marin* :

Zénon! Cruel Zénon! Zénon D'Élée!

M'as-tu percé de cette flèche ailée

Qui vibre, vole, et qui ne vole pas!

Le son m'enfante et la flèche me tue

Ah! le soleil... quelle ombre de tortue

Pour l'âme, Achille immobile à grands pas!

Stupeur

Le Théâtre de Quat'sous annonce *La Fin de la civilisation*. C'est d'autant plus étonnant qu'on ne savait pas qu'elle avait commencée.

Foire aux pauvres

Après les concerts et les disques contre la faim dans le monde, la dernière tendance en matière de lutte à la pauvreté est désormais le NetAid. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le fabricant de matériel électronique Cisco ont ainsi mis sur pied un portail sur Internet contre la pauvreté dans le monde (*La Presse*, 10 octobre 1999).

Pour lancer ce grand événement qui devait ravir les trois quart de la planète qui crève de faim, on a invité entre autres le groupe Eurythmics, David Bowie, Bono et Puff Daddy pour un cyberconcert, histoire de souligner «cette nouvelle et puissante alliance entre artistes, commanditaires, groupes novateurs et vous». Le hic, c'est que le chanteur Harry Belafonte, qui a participé à l'élaboration de ce projet, a remis sa démission en affirmant que tout ceci était devenu une «foire commerciale». Dire que personne ne s'en était douté...

Trilinguisme à Ottawa

Le ministère de la Défense nationale, à Ottawa, vient de publier un cédérom promotionnel «en français, anglais et en version bilingue». Serait-ce l'influence du p'tit gars de Shawinigan qui, comme chacun sait, parle deux langues secondes à la fois? Ce sabir n'a pas de nom. Faut-il l'appeler «le chrétien», au risque d'offenser les disciples de Jésus-Christ?

Beurk

J.-Robert Ouimet, patron des conserveries Cordon Bleu, conseillé à plusieurs reprises par Mère Thérésa, met un peu de Dieu dans chacune de ses conserves. Ça n'explique sans doute pas le goût.

Épuration éthique

Le Mouvement Desjardins vient de lancer trois fonds d'investissement éthiques. Cela fait combien de fonds Desjardins non-éthiques?

BULLETIN D'HISTOIRE POLITIQUE

NUMÉRO SPÉCIAL:
INSTANTANÉS DE LA VIE POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS

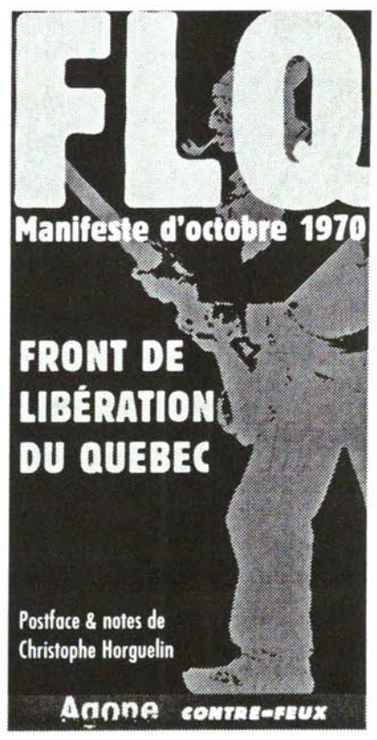
EN LIBRAIRIE
ou
ABONNEMENT D'UN AN: 40 $

Faites parvenir votre chèque libellé à l'ordre de l'AQHP, a/s Pierre Drouilly, Département de sociologie, UQAM, C.P. 8888, succ. Centre-Ville, Montréal, H3C 3P8

AQHP

Diffusion Prologue

Débarassez-vous des parasites
Écoutez
CIBL
101,5 FM
Sur l'internet...
http://www.cibl.cam.org
ou sur le câble*
106,1



Le FLQ n'est pas un mouvement d'agression, mais la réponse à une agression, celle organisée par la haute finance par l'entremise des marionnettes des gouvernements fédéral et provincial...

Oui il y a des raisons à la victoire libérale... Oui il y a des raisons pour que certains puissent se payer des « vaisseaux d'or » avec de la belle zizique et tout le fling flang... Nous vivons dans une société d'esclaves terrorisés par les grands patrons...

En vente dans toutes les librairies, 9,95 $
Diffusion Prologue

Une question d'équilibre

Marcel Béliveau, monsieur surprise sur prise, se lance dans la pensée magique. Il vient de lancer en France, aux éditions du Rocher, *Changez votre vie en 21 jours*. L'éditeur présente le livre dans sa collection «équilibre». Budgétaire?

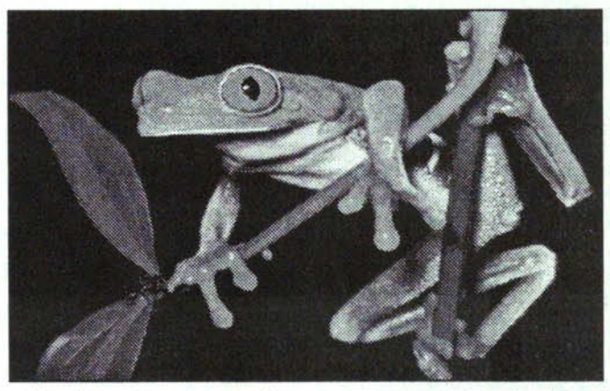
Cavanna

Le fondateur de *Charlie Hebdo*, à plus de 70 ans, continue de signer chaque semaine sa chronique en plus d'écrire livre sur livre. Le petit dernier, retenu quelque temps au port de Montréal par une grève, vient d'arriver sur les rayons des librairies: *La hache et la croix*. Là s'exprime, encore une fois, la passion du joyeux moustachu pour les Francs et Clovis. Au programme: la conquête des Gaules, avec le style unique de Cavanna.

Tératogenèse publicitaire

Le grand biologiste français Jean Rostand a passé sa vie à étudier la tératogenèse des grenouilles dans un étang près de chez lui. La tératologie, de *téras* en grec qui signifie monstre, est la science qui étudie les malformations.

Et pour poursuivre l'œuvre de mon maître Jean Rostand, je me suis intéressé récemment à un groupe de morons qui faisait la queue, près de chez moi, pour assister à «La nuit de la Pub».



Comme tout le monde le sait, la pollution par la publicité, même à petite dose, comme la pollution par le plomb ou le mercure, entraîne des malformations congénitales au cerveau. Il y avait là la plus belle collection de crétins, de tarés, de mongols, de déficients, de débiles et d'idiots jamais rassemblée à ce jour. Une mine d'or pour la science.

Des avec deux têtes. Des avec pas de tête du tout. Des avec cervelets seulement. Des avec un pied entre les épaules. Des avec deux pieds collés dans le front. Même des à trois pieds dans la même bottine à la place de la tête, avec les chaussons en prime. Des avec du Jello dans la boîte crânienne.

Et cette joyeuse bande d'arriérés mentaux qui payait, en plus, pour s'injecter à forte dose sa pollution publicitaire. Une énigme pour la science.

Un mystère. Comme ces intellectuels du *Devoir*, cherchant la nation québécoise, au «Centre d'études canadiennes» de McGill, sous la houlette du *grand* Charles Taylor. Comme ces Elvis Gratton de gauche, mais frisé par l'intérieur, genre Jean-Marc Piotte, qui préfèrent la dépendance à l'indépendance. La servitude volontaire, mais à gauche. Plus monstrueux encore que la servitude volontaire de droite.

Vraiment, il vaut mieux s'asseoir pour relire l'œuvre magnifique du grand Jean Rostand.

PIERRE FALARDEAU

Ces chants de Séchan...

Thierry Séchan, le frère de Renaud, a décidé «d'être tendre avec les gens» pour ses 50 ans. Du moins, c'est ce que *La Presse* (9 octobre 1999), nous apprenait lors du lancement de son deuxième album. Après avoir défendu les positions serbes en pleine crise yougoslave et brocardé les chanteurs d'opérette (Bruel, Johnny, Goldman...), Thierry Séchan serait devenu «peace and love».

Boudé par la presse française, le frangin de Renaud a bien fait de venir produire son album au Québec. Il avait besoin d'être réhabilité et *La Presse* lui a offert une superbe tribune pour polir son image (un texte sur deux colonnes, un samedi).

Passant sous silence les passages pro-guerriers de l'album (Où cours-tu ma Lou/ Je vais là où les loups ne vont pas/ dans la montagne où sont les soldats/ qui protègent mon pays et ma foi) ou fortement nationalistes (C'est mon berceau/ C'est là où je suis né pour toi), le journaliste préfère citer Thierry Séchan lorsque celui-ci affirme avoir «envie d'écrire des poèmes aux jeunes femmes, des chansons qui parlent d'amour essentiellement.» Louangeant ce grand parolier qui «a fait ses preuves», le journaliste de *La Presse* donne quand même un peu d'espoir. Si cet album est un flop, «alors ce sera le retour dans l'ombre». On croise les doigts.

Qui a brûlé le parlement?

Il y a cent cinquante ans, Montréal était la capitale du Canada et le parlement, situé dans l'actuel Vieux Montréal, était incendié par une foule de Canadiens anglais en colère. Dans les jours qui ont suivi, la maison du premier ministre Louis-Hippolyte La Fontaine est saccagée. Ces évènements troubles, curieusement peu connus, étaient le résultat inattendu d'une loi qui accordait des indemnités à ceux dont les biens avaient été endommagés ou détruits lors de la répression de la rebellion des Patriotes en 1837 et 1838. Pareille indemnité avait déjà été accordée aux victimes du Haut-Canada, mais lorsque vient le temps d'indemniser des Canadiens français du Bas-Canada, les anglophones de Montréal explosent de colère. Cette colère est d'ailleurs attisée par la *Montreal Gazette*, la journée même où l'indemnité est votée au parlement. Dans une édition spéciale qui sort des presses l'après-midi, le journal invite les «Anglo-Saxons» à se réunir au Champ-de-Mars. Il s'agit d'anglophones montréalais ultra-conservateurs connus à l'époque sous le nom de Tories. La foule déchaînée pénètre dans le Parlement, malmène des fonctionnaires et des parlementaires, et met le feu au bâtiment.

Ces évènements, l'historien Gaston Deschênes a décidé de les faire revivre en signant un petit livre — *Une capitale éphémère : Montréal et les événements tragiques de* 1849 — qui comprant des textes fascinants de témoins de l'époque et même de participants à l'émeute. En format de poche et bon marché, ce livre n'en est pas moins agrémenté d'illustrations de l'époque. Le tout est à la fois très didactique — introduction qui présente le contexte, chronologie en annexe — et très vivant, puisque les témoins racontent candidement les rassemblements au son du carillon dans le Vieux Montréal, les courses folles, les coups de feu et les accrochages entre émeutiers et l'armée. Plus qu'un simple incendie, c'est toute une époque de Montréal et du Canada que ce livre tire des cendres de l'oubli. Fascinant.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Gaston Deschênes, *Une capitale éphémère : Montréal et les événements tragiques de* 1849, éditions du Septentrion, 160 p.

Du fond de mon arrière pays

Une caricature de démocratie

Je profite de cette petite journée de congé que je m'accorde pour faire la tournée des librairies de ma région, certain que je vais y trouver tous les ouvrages dont les éditeurs, par grands placards, m'annoncent la parution dans les journaux. J'ai hâte de feuilleter le dernier Antonine Maillet, le dernier Jean-Marie Poupart, le dernier Yves Beauchemin, voire même le dernier Réjean Ducharme. En montant dans ma machine, j'ai toutefois oublié un petit détail : je ne vis pas à Montréal où toute la culture m'est accessible en même temps, mais dans un coin perdu de l'arrière-pays. Quand les livres y arrivent, c'est avec plusieurs semaines de retard. Ils n'y restent pas longtemps non plus parce qu'on n'a pas les moyens d'assumer les coûts que représenterait le stockage.

Mes petits libraires régionaux se rabattent donc sur ce qui se vend rapidement, ce qu'on appelle les livres pratiques : comment communiquer avec Dieu par le ministère de ses saints anges et comment enlever ses poils d'humanité sans douleur. Il y en a plein partout de ces ouvrages-là pour ne pas dire que ce sont les seuls qu'on retrouve même aux confins de l'arrière-pays. Et puis, inexplicablement, sous une pile de Danielle Steel et de Marthe Gagnon-Thibodeau, un ouvrage qu'on se demande bien comment il a pu aboutir là tellement il n'a rien à voir avec le concombre comme outil de beauté ou l'art du bouton comme summum du vestimentaire décoratif. Imaginez ! Avoir mis dans ce rayon-là *Les dérives de la démocratie* d'Henri Lamoureux, un spécialiste des mouvements communautaires et de l'étude de la société civile ! De quoi comprendre que j'aie acheté l'ouvrage par peur que mon libraire, par erreur, ne le vende à un constructeur de fosses à purin.

Grâce à Pierre Vadeboncœur, nous savons depuis au moins trente ans déjà que la démocratie de représentation qui fonde notre société civile n'est plus qu'une caricature. Dans *La ligne du risque*, Vadeboncoeur avait établi que les droits du simple citoyen étaient en train de tous disparaître au profit d'une bureaucratie dont l'objectif premier était la centralisation du pouvoir dans les mains d'une élite agissant d'abord pour elle-même. Parce qu'il était syndicaliste, Vadeboncoeur ne fut guère entendu à une époque où l'on croyait au contre-pouvoir des mouvements communautaires alors en pleine éclosion. Mais avait-on vraiment raison de penser qu'ils nous apporteraient la démocratie participative, celle du simple citoyen conscient de ses droits et de ses obligations et capable d'en débattre sur la place publique ?

Dans son ouvrage, Lamoureux nous raconte jusqu'à quel point on s'est leurré sur cette possibilité-là. Conscient du danger que les mouvements communautaires pouvaient représenter pour l'exercice de leur pouvoir autocrate, les gouvernements les ont inféodés à leurs propres structures de fonctionnement; en contribuant à leur financement, ils leur ont imposé des règles si bureaucratiques que l'idée même de liberté s'est échappée par la porte d'en arrière. C'est le corporatisme qui lui a pris toute la place : une pléiade de petits groupes d'intérêts différents qui «acceptent implicitement de se soumettre à l'arbitrage de l'État s'ils ne parviennent pas à s'entendre entre eux», ce qui est la négation même de toute société civile vraiment démocratique dans un monde pareil, le simple citoyen ne représente plus rien, il est devenu une marchandise au même titre que n'importe quelle autre.

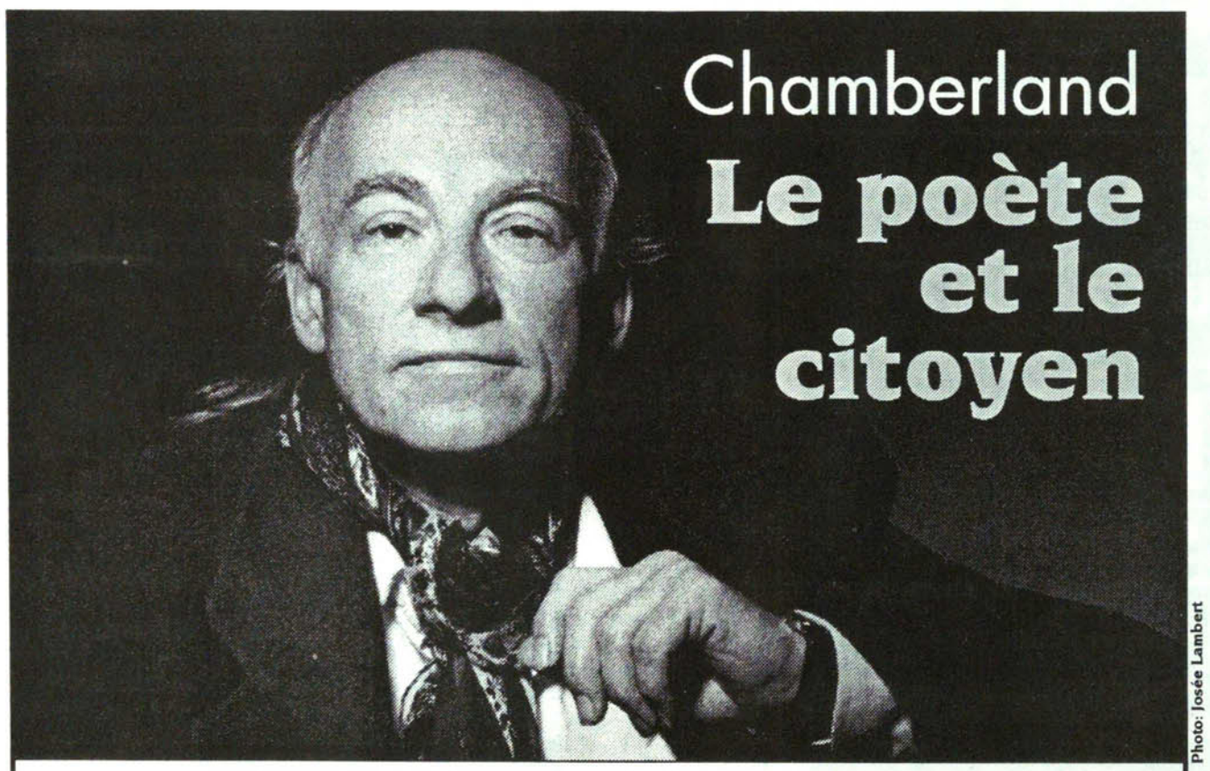
Lamoureux nous prévient du danger qui nous guette si nous ne trouvons pas les moyens de mettre fin à la montée du corporatisme qui est en train d'occulter toute notre vie communautaire : nous allons nous retrouver bientôt dans un État absolument hyper-technocratisé, défenseur d'une pensée unique et mondialiste. En d'autres temps, une telle concentration du pouvoir dans les mains d'une élite sur laquelle le citoyen n'a plus aucun contrôle, cela a donné naissance au fascisme et à ses soi-disant avatars : le terrorisme d'État, le despotisme et l'exclusion il me semble pour ma part que cet avenir-là qui nous guette, nous avons déjà les deux pieds en plein dedans.

Si je devais ajouter une morale au petit livre de Lamoureux, ce serait la suivante : «Cargue tes alarmes, citoyen !»*

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

* Transformation par mon grand-père de l'expression «larguer les amarres».

Henri Lamoureux, *Les dérives de la démocratie*, Montréal, VLB Éditeur, 1999.



Chamberland
Le poète et le citoyen

Photo: Josée Lambert

Le livre de Paul Chamberland, *En nouvelle barbarie*, est farci de réflexions anxieuses et perspicaces sur l'état actuel de la société et de l'humain dominés par l'économie et la technocratie.

C'est le procès du «technototalitarisme». C'est aussi celui de la mondialisation capitaliste néolibérale, car l'un et l'autre se confondent, l'un est le moteur de l'autre et réciproquement.

Qu'arrive-t-il de l'homme, de l'esprit humain, de l'humanisme et des gouvernements mêmes sous l'empire des gestionnaires d'affaires, des financiers, des propriétaires de tout, armés désormais d'une formidable machine technologique de production et de conquête et entraînés eux-mêmes par la logique interne de leur universelle mécanique?

Cet ouvrage est à lire non seulement pour le sujet mais pour les observations, pour les trouvailles d'idées qu'on y rencontre partout.

Ce livre descriptif, assez peu ordonné, peu composé, ce pamphlet assez brouillon recèle en quantité des notations originales, des formules précises, bref une pensée, concentrée à tout moment dans deux ou trois lignes, dans un ou deux paragraphes, qui à chaque fois donnent du poids à l'ensemble.

Cette pensée souvent lapidaire soutient tout le propos, de sorte que ce livre, qui aurait pu être banal, ne l'est pas.

Ce n'est pas l'oeuvre d'un expert, mais celle d'un écrivain et même d'un poète. Et justement l'auteur pense que «le discours expert» qui se blinde contre les «distorsions» du «discours d'opinion», discrédite le «langage commun», l'empêche, le disqualifie. Savez-vous ce qui s'ensuit? «*La langue de bois* experte, [...] en invalidant le discours d'opinion, ruine l'espace politique», écrit Chamberland.

Autrement dit, elle déclasse la démocratie des intuitions populaires et communes, lesquelles font pourtant le fond de celle-ci.

Un des mérites de l'ouvrage, c'est de réhabiliter le citoyen et sa critique. Cela se trouve dans un chapitre intitulé «Le poète et le citoyen». «Du fait de leur fidélité à *un libre langage, le poète et le citoyen sont également menacés de disparition. Dirons-nous un jour : "Nous vivions en démocratie?"*»

PIERRE VADEBONCOEUR

Paul Chamberland, *En nouvelle barbarie*, Montréal, l'Hexagone, 1999.

L'Oie de Cravan

Vous avez vu les petits livres de L'Oie de Cravan? Ce sont de petits livres fabriqués avec des soins infinis. Choix des papiers, impression, mise en page, tout apparaît avoir été considéré avec la plus grande attention. Cela fait songer tout de suite au travail de Fata Morgana, un autre éditeur mais français celui-là. Et le contenu de ces beaux livres? À la hauteur du contenant, si l'on peut dire. Aucun grand auteur encore, mais cela pourrait venir assez rapidement. À lire, parmi la production la plus récente de la jeune maison, un recueil posthume de poésie signé Geneviève Desrosiers. Œuvre posthume, elle laisse entrevoir le destin aérien d'une poète brisée en vol, dans la course de sa jeunesse.

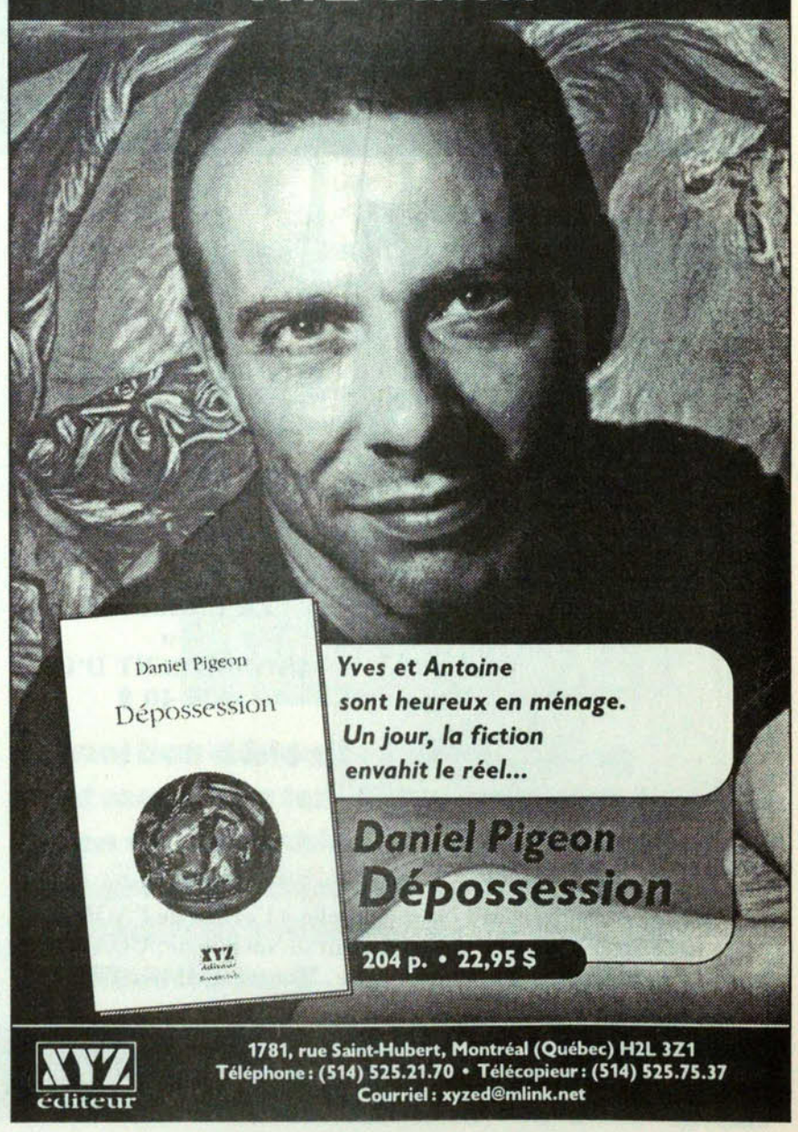
P.C.

Abonnement

Pour chaque abonnement régulier d'un an au *Couac*, vous pouvez abonner quelqu'un d'autre **à moitié prix**! Donc 28,76 $ pour le premier abonnement et 14,38 $ pour le second (taxes incluses)!

Téléphone: (514) 274-5468
1(800) 361-1431

XYZ éditeur



XYZ éditeur
1781, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2L 3Z1
Téléphone : (514) 525.21.70 • Télécopieur : (514) 525.75.37
Courriel : xyzed@mlink.net